



LE

HARFANG

MAGAZINE DE LA FÉDÉRATION DES QUÉBÉCOIS DE SOUCHE

pyramidal structure of glittering white concrete, ~~rising~~ up; terrace after terrace after terrace, three hundred metres into the air. ~~From~~ ~~at this distance~~ From where we were standing it was just possible to read, picked out on its white face in delicate elegant lettering, the three slogans of the Party:

WAR IS PEACE
 FREEDOM IS SLAVERY
 IGNORANCE IS STRENGTH.

① The Ministry of Truth contained, it was said, three thousand rooms above ground level, & even more ramifications below. ^{MP, OP, II}

▶ **COMPRENDRE LA RECTITUDE POLITIQUE**

ENTREVUE AVEC HEIZ KLATT, P. 8



▶ **L'HOMME DE KENNEWICK**

ENTREVUE AVEC KYLE BRISTOW, P. 17



① Newspeak was the official language of Oceania. For an account of its grammar & etymology, see Appendix. O.P.



SOMMAIRE

Éditorial	3
Une relance ?	4
Discrimination « positive » en action	6
L'Amérique blanche se révolte-t-elle?	7
Comprendre la rectitude politique	8
Uppal en Israël	14
La guerre des chiffres	15
L'Espagne de la Reconquista n'est plus	16
L'homme de Kennewick	17
La communauté chinoise, une communauté revendicatrice	14
Une télévision nationaliste en ligne	20
Lectures dissidentes : « Pour la contre-révolution blanche »	22
Lectures dissidentes : « L'effroyable imposture du rap »	23
Lectures dissidentes : « Dominique Venner, présent! »	25
Lectures dissidentes : « Cultural Insurrections »	26

NOTRE ÉQUIPE

Rédaction: Rémi Tremblay, Candide Lefranc, Lambert Closse, Marie Groulx, Jérémie Plourde, Philippe Aubert, Étienne Ferron.

Mise en page: P.-A. Pastedechouan

Caricatures: Candide Lefranc

Courriel: harfang@quebecoisdesouche.info

Site : quebecoisdesouche.info

ABONNEMENT

Pour vous abonner, faites parvenir la somme de:

10\$ (6 numéros, abonnement annuel PDF)

25\$ (6 numéros, abonnement annuel papier simple)

40\$ (6 numéros, abonnement annuel papier soutien)

Le Harfang

4250, 1ère avenue,

C.P. 40091 Galeries Charlesbourg PO,

Québec (QC). G1H 7J6

ÉDITORIAL

PAR REMI TREMBLAY

Le Québec est vaste, très vaste et notre organisation compte des militants et supporteurs à la grandeur du territoire. Inutile de dire qu'avec un territoire faisant trois fois la superficie de la France, les opportunités de se rencontrer, de fraterniser, mais également de se connaître et de monter des projets communs sont limitées.

Grâce à l'internet, au téléphone, mais également à la poste, nous restons en contact avec nos militants de partout au Québec, mais ces contacts ne remplaceront jamais le véritable contact humain, celui qui se fait face à face.

C'est dans cet esprit, pour nouer et renouer des liens entre nous que nous vous invitons le 23 août prochain à participer à la soirée Polypus Nocte, soirée organisée par la Bannière Noire, organisation militante de Montréal.

Cette soirée, à bâtons rompus, sera une bonne opportunité pour tous de rencontrer des militants et des supporteurs venus des quatre coins du Québec, d'élaborer des plans d'activisme avec d'autres de la même région et de rencontrer notre équipe centrale qui y tiendra un kiosque. J'aurai d'ailleurs la chance d'y présenter les objectifs de la Fédération des Québécois de souche.

Je vous invite à communiquer avec nous par courriel pour connaître les détails de cette soirée et également à inviter vos amis qui partagent nos idées, mais qui n'ont pas encore commencé à s'impliquer.◇



UNE RELANCE ?

PAR REMI TREMBLAY

Le gouvernement « économique » de Philippe Couillard a déposé le 4 juin dernier un budget qualifié de réaliste, d'austère et de nécessaire. Ce budget, se basant sur une possible relance économique qualifiée d'assurée, permettrait au gouvernement de retrouver l'équilibre budgétaire en 2016 et de pouvoir alors investir davantage dans l'économie pour la relancer. Mauvais calcul et mauvaise prémisse.



Cette stratégie économique relève d'un mauvais socialisme qu'on pourrait qualifier d'étatisme. Ce ne sont pas les investissements gouvernementaux qui sont à la base de l'économie, mais la consommation. L'objectif d'un gouvernement souhaitant une relance économique ne doit donc pas être d'accroître les dépenses gouvernementales, les subventions et les investissements, mais le pouvoir d'achat qui est à la base de l'économie. Sans achat, point d'économie.

Le budget libéral du 4 juin va à l'encontre d'une relance économique saine et à long terme. Le pouvoir d'achat de la classe moyenne (de moins en moins moyenne, disons-le) diminue encore, suite à l'augmentation de certaines taxes et tarifs (alcool, tabac, garderies), auxquelles s'ajouteront les hausses de tarifs d'Hydro-Québec et celles qui ne sont pas encore annoncées, mais sont inévitables.

La famille moyenne voit depuis quelques années son pouvoir d'achat diminuer comme neige au soleil avec les augmentations constantes de taxes et tarifs gouvernementaux d'une part, mais aussi avec l'augmentation de ce qu'on appelle dans le jargon entrepreneurial les frais fixes. Les coûts de logement ne cessent d'augmenter avec

l'explosion du prix des maisons et l'augmentation des loyers ; l'essence prend de plus en plus de place dans les budgets familiaux et même l'épicerie, avec l'inflation et la hausse des coûts de transport, ne cesse d'augmenter.

Devant un pouvoir d'achat toujours diminué, le consommateur n'a que deux options ; s'endetter en étalant ses achats sur 36 mois (une mesure qui s'apparentent au prêt usuraire et qui permet de dépenser ses 3 prochaines années de salaire avant même de l'avoir gagné) ou en réduisant toujours plus ses dépenses.

La première option est fréquente et permet de maintenir à court terme la consommation, mais les consommateurs sont pris à la gorge et les défauts de paiements sont de plus en plus fréquents ce qui explique une explosion du nombre des faillites dans les dernières années. Cela va sans dire que cette consommation irresponsable n'est pas une solution viable pour l'économie.

La deuxième option, la plus responsable, fait mal à l'économie. Les gens coupant dans leurs dépenses, il devient difficile pour eux d'acheter des produits non nécessaires (articles de loisir) ou d'investir pour les

produits de nécessité comme les vêtements et les meubles. Avec moins de pouvoir d'achat, les produits étrangers de moindre qualité deviennent la norme, ce qui évidemment nuit à notre industrie, et même au niveau du commerce de détail l'impact se fait sentir puisque les gens délaissent les magasins locaux, souvent de meilleure qualité mais plus dispendieux, pour les grandes surfaces.

Pour l'industrie locale, c'est désastreux. Les emplois créés par une telle consommation sont des emplois peu gratifiants et peu rentables.

Pour relancer efficacement l'économie québécoise, il faut donc se concentrer sur l'augmentation du pouvoir d'achat des Québécois et se sortir de la spirale de l'étatisme. Malheureusement, le ministre Leitaou ne va pas dans ce sens. Pour lui, la relance économique est une relance des dépenses de l'État. D'ailleurs, malgré toutes ses belles paroles, le poids de l'État croît encore de 1,7% cette année. Pour les économistes du Parti Libéral, l'État est le principal consommateur, et peu importe si les Québécois peuvent dépenser plus ou moins, ce qu'il faut c'est que l'État, principal client, continue de dépenser.

L'État et ses firmes sont effectivement les principaux clients de nombreuses industries. Sans les dépenses gouvernementales, combien de firmes d'ingénierie, combien de bureaux d'avocat, de firmes de consultants, de compagnie de distribution, de firmes informatiques fermeraient leur porte ? L'économie est devenue

dépendante des dépenses gouvernementales et indépendante du pouvoir d'achat de la population. C'est cette logique vicieuse de laquelle il faut s'émanciper si on veut pouvoir survivre économiquement.

Les domaines dans lequel l'État n'est pas le principal client, comme la culture, sont largement subventionnés puisque le Québécois ne peut se permettre d'en consommer. Il suffit de penser aux livres. La famille moyenne a de la difficulté à boucler son budget sans achats non essentiels, alors, évidemment, l'achat de livres devient un luxe. Le gouvernement règle ce problème en prélevant de l'argent sur le salaire du travailleur et le remet directement à l'industrie du livre. On arrive donc au non-sens où le travailleur finance des livres avec son salaire qu'il ne peut même pas se permettre d'acheter avec ce qu'il lui reste. Il serait beaucoup plus logique de redonner l'argent au travailleur, en coupant dans les taxes et impôt pour que celui-ci puisse recommencer à dépenser et consommer et de ce fait relancer l'économie.

Il faut aussi remettre l'achat local au centre de notre économie. Pour le moment, l'achat local est considéré comme un luxe, comme une exception, un bon geste. La différence économique entre l'achat d'un meuble fabriqué en Chine au Walmart et l'achat d'un meuble fabriqué au Québec dans un magasin spécialisé est gigantesque. Dans le premier cas, le gros de l'argent part en Chine ou dans les poches des actionnaires de Walmart, avec une faible partie couvrant le salaire minimum de l'employé et les frais de transports. Dans le cas d'un meuble québécois, l'argent sert à couvrir le salaire du travailleur québécois qui a fabriqué le meuble, avec un retour sur investissement pour le propriétaire de l'entreprise. Il ne faut pas non plus oublier que le travailleur utilise des outils et des matières premières, qui achetés et produits au Québec, créent d'autres emplois. Finalement, la vente de ce meuble engendrera également des profits pour le propriétaire du magasin et ses employés.

Bref, l'achat local doit devenir la norme si nous souhaitons une économie forte. Les campagnes de publicité, souvent très coûteuses, du gouvernement en faveur de l'achat local et les bonnes intentions ne sont pas assez. Il faut des mesures fortes et énergiques, la première étant de rendre les produits étrangers moins attrayants en augmentant ou même simplement en mettant en place des taxes d'importation. La différence de prix entre produits étrangers et locaux sera donc amenuisée et les produits locaux seront donc plus compétitifs. Il faut garder en tête,

qu'il est aujourd'hui impossible de faire compétition à des produits fabriqués par des travailleurs gagnants quelques cents de l'heure sans augmenter les tarifs douaniers. Cela aura pour impact d'augmenter l'achat local et donc d'éviter les délocalisations, mais permettra également au gouvernement de cesser de subventionner les industries locales qui survivent aujourd'hui de façon artificielle.

Si le gouvernement Couillard continue sa politique d'étatisme où le gouvernement est la base de l'économie et non le régulateur, l'effondrement de notre économie, comme celle de la Grèce et de l'Espagne, n'est qu'une question de temps. Le fameux déficit zéro restera toujours inaccessible, comme c'est le cas depuis le départ de Lucien Bouchard. Le gouvernement se doit d'adopter des mesures protectionnistes favorisant l'industrie locale tout en tentant de maximiser le pouvoir d'achat du citoyen, non du gouvernement. ♦

IL FAUT RELANCER L'ÉCONOMIE





DISCRIMINATION «POSITIVE» EN ACTION

PAR JÉRÉMIE PLOURDE

La ministre Kathleen Weil, ministre l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (un titre digne de George Orwell) annonçait le 12 juin dernier la création de 600 nouveaux emplois dans la région de Montréal, une région qui affiche un taux de chômage de 8,1%, soit 3% de plus que la région de la Capitale Nationale.

Seul hic avec cette mesure ; ces emplois temporaires, dits d'été, sont uniquement réservés aux jeunes issus de la diversité. Bref, Québécois de souche s'abstenir.

Ces emplois créés et subventionnés par l'État sont uniquement attribués à des jeunes des minorités visibles. C'est ce qu'on appelle dans le jargon politiquement correct, « la discrimination positive. »

Déjà, il est difficile pour les Montréalais de se trouver un emploi ; pour les jeunes c'est encore pire. Pour les familles « de souche, » de subventionner des emplois qui seront attribués à des étrangers relève du non-sens, surtout que leurs propres enfants peinent à en trouver un.

Au Québec, il n'y a aucune raison justifiant la « discrimination positive. »

Nous n'avons pas pratiqué l'esclavage ni de ségrégation. Nous n'avons jamais empêché quelqu'un de réussir en fonction de sa race ou son ethnie. Et même si c'était le cas, comme aux

Etats-Unis, où l'esclavage et la ségrégation furent implantés, peut-on réellement justifier le fait de donner un avantage à quelqu'un qui n'a pas lui-même été victime de discrimination, sur quelqu'un qui n'a pas lui-même pratiqué une discrimination. Le statut de victime ou d'exploiteur n'est pas un titre multi-générationnel.

Comment donc aujourd'hui peut-on justifier d'utiliser l'argent des Québécois pour favoriser les immigrants ? ♦



L'AMÉRIQUE BLANCHE SE RÉVOLTE-T-ELLE ?

PAR MARIE GROULX

Les nouvelles en provenance de l'Amérique profonde, non des villes cosmopolites comme New York ou Washington, laissent croire à un certain réveil de la part de la population blanche, chrétienne et conservatrice, longtemps oubliée par les élites politiques et médiatiques.

Depuis la campagne électorale de 2008 qui avait poussé Obama au pouvoir, les médias font leurs choux gras des mouvements de type Tea Party. Ces mouvements, pratiquement à 100% blanc et souvent considérés comme extrémistes et racistes sont en fait des mouvements grassroots libertariens. Bien qu'ils ne soient pas le bloc monolithique que les médias présentent, ces groupes ont plusieurs points communs. Il se revendiquent de la constitution américaine et s'opposent donc à tout ce qui va à son encontre, comme les restrictions sur les armes à feu, les restrictions sur la liberté d'expression, les taxes et impôts fédéraux, et ainsi de suite.

Bien que les médias constatent le caractère ethnique des Tea Partys, celle-ci est implicite et non explicite. D'ailleurs, les leaders des Tea Partys se défendent d'entretenir toute conscience ethnique et s'oppose à tout communautarisme au nom des idées libertariennes, un peu comme l'animateur de radio Eric Duhaime qui est le chantré québécois de cette doctrine politique.

L'importance et l'influence des Tea Partys ont été sciemment exagérées par les médias qui en les démonisant démontent par le fait même le Parti Républicain duquel les Tea Partys se réclament. Bien qu'ils représentent l'aile radicale du Parti Républicain, leur influence n'a servi qu'à faire passer quelques candidats dans les primaires républicaines et les Tea Partys finissent par appuyer les néoconservateurs lorsque ceux-ci luttent contre les Démocrates.

Ce sont deux événements locaux qui ont davantage suscité notre attention et notre intérêt, soit le cas de Bundy et de la ville de Murrieta. Bien que ces événements soient locaux et pour le moment isolés, contrairement aux Tea Partys qui sont à l'échelle nationale, ces événements démontrent un certain réveil de ce qu'on appelle souvent l'Amérique profonde. Ces événements démontrent aussi que l'activisme local avec des objectifs restreints est souvent porteur de succès contrairement à l'activisme à grande échelle.

Le premier cas est celui de Cliven Bundy, un rancher du Nevada qui depuis 20 ans faisait paître ses vaches sur une terre fédérale. Lorsque

celui-ci reçut un avis d'éviction du gouvernement en mars dernier, il décida de ne pas obtempérer et de rallier d'autres ranchers à sa cause. Le 1er avril, celui-ci se barricada sur ses terres avec ses 14 enfants et ses 52 petits-enfants. La nouvelle de ce standoff entre une famille de fermiers et le gouvernement fédéral mit le feu aux poudres et des supporteurs de partout aux États-Unis convergèrent vers le Nevada pour éviter que le gouvernement fédéral ne saisisse les troupeaux de Bundy.

Devant la résistance inattendue, le gouvernement fédéral décida de ne pas appliquer les ordres de cour exigeant la saisie des troupeaux de Bundy, une victoire claire pour le rancher et sa famille. Depuis, des miliciens appartenant à des groupes paramilitaires indépendants restent dans les environs de Bunkerville pour défendre le ranch de Bundy contre une éventuelle contre-attaque gouvernementale.

Le second cas qui mérite d'être examiné est celui de la petite ville de Murrieta au Texas. Le premier juillet dernier, les services frontaliers voulaient y transporter 140 enfants et parents entrés illégalement aux États-Unis. Connus pour leur laxisme et leur tolérance envers l'immigration illégale, les services frontaliers souhaitaient installer les immigrants clandestins dans la ville de Murrieta.

La population locale fut mise au courant de l'arrivée de ce convoi et décida de littéralement bloquer les autobus. Pas de pétition, pas d'appel au gouverneur ou aux autorités, de l'action directe à son meilleur. Des centaines de manifestants bloquèrent l'entrée de la ville. Devant une telle résistance, les trois autobus transportant les clandestins durent faire demi-tour et retourner à San Diego.

Les événements de Murrieta furent médiatisés à travers le pays et de nombreux groupes locaux et élus municipaux réalisèrent que face à un gouvernement fédéral qui agit contre les intérêts des citoyens, la réponse se devait d'être locale. Pour le moment, les victoires sont isolées et minimes, mais suite à ces succès, il est possible d'imaginer que la résistance continue à se répandre dans les campagnes et petites villes américaines et réussissent là où les Tea Partys ont échoué et ce grâce à leur vision nationale et non locale. ♦



COMPRENDRE LA RECTITUDE POLITIQUE

Nous abordons souvent dans nos pages la rectitude politique, mais tout comme le multiculturalisme que nous avons défini avec le professeur Richardo Duchesne, elle est très mal comprise. Aujourd'hui, des humoristes se disent politiquement incorrects alors qu'ils font des blagues sur les Chrétiens, sur les blondes ou sur les gros, alors que finalement, ils sont en plein dans la ligne de la rectitude politique. Pour mieux comprendre ce qu'est réellement cette rectitude politique, ses origines et ses aboutissements, nous vous présentons une entrevue avec le professeur Heinz Klatt qui donnait un cours sur ce sujet à l'Université de Western Ontario.

Harfang - Comment définiriez-vous la rectitude politique?

Heiz Klatt - Dans les dernières années de mon enseignement au King's University College de l'Université de Western Ontario à London (2000 - 2004), j'ai enseigné un cours intitulé: Psychology and Ideology: The Study of Political Correctness. Ce cours, à ma connaissance et d'après les études de la National Association of Scholars, était le premier cours universitaire au Canada qui traitait explicitement du phénomène de la rectitude politique. Ce cours était limité aux étudiants de psychologie de la troisième et quatrième année ce qui explique le choix des sujets analysés.

Dans le cadre de ce cours, j'ai défini la rectitude politique, en termes généraux, comme un canon d'orthodoxies et de prohibitions. D'après moi, elle est composée d'un ensemble d'affirmations que la société occidentale d'aujourd'hui ne permet pas de mettre en question. Elle a les caractéristiques d'une religion séculière. Nourrie par des ressentiments et des rancœurs, son but est de promouvoir une société radicalement égalitaire.

La rectitude politique insiste sur la reconnaissance de son credo par tous. Elle fait respecter ses vaches sacrées par la censure. Elle contrôle le langage et, en particulier, elle emploie à foison des épithètes (comme «raciste», «sexiste», «homophobe», «fasciste») qui sont utilisées principalement pour terminer des controverses et des débats afin de défaire et soumettre ses adversaires «incorrectes».

Les lois et politiques sur le «harcèlement sexuel», qui sont en fait des codes de parole, ont la fonction de censurer. Elles servent de véhicule de



choix pour faire valoir la rectitude politique, et cela même dans les conflits qui n'ont rien à faire avec un harcèlement sexuel. Les nombreuses politiques que je connais, toutes interdisent qu'on dise quelque chose qui pourrait mettre quelqu'un «mal à l'aise» ou qui pourrait créer un «environnement hostile ou empoisonné». Imaginons la signification de ces verdicts en milieu universitaire! L'autocensure, qui en résulte, est tellement efficace que le besoin de censurer ouvertement et brutalement n'est plus que rarement senti. Dans le milieu universitaire, cela entraîne que beaucoup de professeurs, préoccupés par leur enseignement et recherche, se soumettent «volontairement», et sans grande résistance se musellent avec zèle. Ainsi, au nom de la diversité, paradoxalement, on renforce une uniformité de pensée et d'expression. L'objectif de la rectitude politique est la diversité raciale et l'uniformité de pensée.

Les champions de la rectitude politique se considèrent et s'appellent «libéraux» et «progressistes» bien qu'il soit difficile de justifier une telle nomenclature. Comment peut-on se targuer d'être libéral et progressiste si on insiste sur la reconnaissance forcée de la rectitude de ses vues et qu'on est prêt, en vue de cette acceptation, d'exercer la censure et d'utiliser tous les moyens de contrainte disponibles?

Comme dans toute religion et toute idéologie absolutiste, la rectitude politique a ses hérétiques, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas «correctes» et qui, par conséquent, peuvent être vilipendés, harcelés, proscrits, éliminés des comités universitaires et barrés dans leur carrière.

La pensée unique a son propre code d'éthique qui est basé sur les deux notions d'«équité» et de «diversité». L'équité exige que chaque organisation

ou institution, privée ainsi que publique, reflète la composition sexuelle de la société, à l'exception de ces institutions, ironiquement, qui emploient majoritairement des femmes (infirmières, enseignantes et autres). La notion de «diversité» exige que chaque institution reflète la composition raciale de la société. D'une manière paradoxale, par fiat autoritaire, on revendique que toutes les races sont égales et également douées à contribuer à la société, et ergo que chaque institution a besoin des membres de chaque race, parce que «la diversité est notre force». Le gouvernement supervise et finance cette ingénierie sociale et escroquerie. Il récompense l'acquiescement et punit la désobéissance. Les soit-disantes Commissions des droits de la personne, finalement, excommunient les hérétiques et réfractaires, parfois avec des amendes importantes, et vont même jusqu'à détruire leurs carrières.

H - En quoi la rectitude politique est-elle une forme de censure et en quoi cette censure diffère-t-elle de la censure appliquée dans les pays totalitaires?

HK - En principe, il n'y a pas de différence. Dans les deux cas, la liberté d'expression est garantie par leurs constitutions, et dans les deux cas il y a une censure efficace et souvent sans merci. Dans le cas particulier du Canada, la Charte des droits et libertés de la personne garantit la liberté d'expression, et les Commissions et Tribunaux des droits de l'homme la limitent et punissent souvent sévèrement les récalcitrants.

Ce que je trouve particulièrement choquant est le fait que nous, les professeurs universitaires, en dépit de la protection particulière que nous avons par la Charte et les conditions de notre emploi, nous sommes, comme groupe, probablement les plus serviles et obséquieux de tous. Tandis que nous reconnaissons facilement la censure dans les pays totalitaires, nous avons du mal à la reconnaître dans nos pays démocratiques à travers nos politiques qui prohibent des paroles qui peuvent mettre quelqu'un «mal à l'aise», qui peuvent propager «la haine» ou qui peuvent créer un «environnement hostile».

H - Quels sont les domaines ou sujets où la rectitude politique est le plus dommageable?

HK - Évidemment, les arts et les sciences humaines sont beaucoup plus affectées par la rectitude que les sciences naturelles parce que les sciences humaines étudient les comportements des gens tandis que les sciences naturelles examinent les lois de la nature. Par conséquent, la sociologie, la psychologie, l'anthropologie et l'éducation souffrent le plus sous la lourde chape des menaces des tribunaux. Déjà, toute une génération d'étudiants ne peut plus examiner honnêtement des sujets importants qui ébranlent la société: L'homosexualité, les différences sexuelles et raciales, l'immigration, les minorités et handicapés et autres. Dans

chaque sujet une seule conclusion est licite: celle qui est politiquement correcte. Avec toute autre conclusion on devient très vulnérable.

Quel universitaire, par exemple, aurait le courage aujourd'hui d'examiner les différences biologiques, intellectuelles et sociales des races! Rappelons nous le cas du président de Harvard University, Lawrence Summers, ancien ministre de commerce, qui en 2005 dans une adresse publique a osé dire que peut-être il y a aussi, parmi d'autres, un facteur génétique à la base du fait qu'il y a une prépondérance d'hommes dans les facultés des sciences naturelles dans les universités d'élite. Nous savons la conséquence: il a été forcé de démissionner et de chercher un nouvel emploi. Ce que ce cas et plein d'autres nous montrent est le fait que la rectitude politique avec ses contraintes qu'elle impose n'est pas un fléau limité au deuxième échelon des universités (UWO).

Naturellement, les religions et leurs enseignements sont particulièrement tarabustés. J'ai introduit dans mes cours la notion de la Rectitude Politique Islamique, un terme qui comprend toutes les bêtises et contre-vérités qui aujourd'hui sont monnaie courante comme: l'Islam est une religion de paix; l'Islam est compatible avec la démocratie; les femmes en Islam ont un statut égal avec les hommes; le jihad est avant tout un «perfectionnement de soi-même dans la voie de Dieu» et n'a rien à faire avec une guerre sainte contre les infidèles; Mahomet, le vertueux, a épousé une dizaine de femmes surtout pour aider les pauvres veuves ou pour établir des alliances politiques, etc..

H - Pourriez-vous nous donner un exemple extrême de la rectitude politique? Je crois que l'université où vous enseigniez a connu son lot de controverses, pourriez-vous nous en parler?

HK - Le lecteur probablement est avide qu'on lui donne un exemple concret de ce qui s'est passé dans nos parages canadiens. En 1991, j'enseignais un cours sur la Psychologie d'enfant pour la deuxième année, et comme c'était mon habitude, j'ai demandé à mes étudiants de s'identifier à l'aide d'un carton posé sur la table devant eux avec leur nom en grandes lettres. Un jour en octobre, une étudiante, nommée Lucrecia, voulait poser une question mais avait oublié de mettre son étiquette. Je voulais lui donner la parole mais je ne me souvenais que d'une partie de son nom et balbutiai Lu... La... Lu... C'est alors qu'elle m'aïda, avec le résultat que je l'appelai Lucky Lucy, parce qu'elle préférait le diminutif. Tout le monde s'amusa un peu et je continuai mon cours.

Après les examens finaux en juin suivant, j'ai reçu une lettre formelle du Principal du collège qui m'accusait d'avoir «sérieusement harcelé mes étudiantes» dans mon cours. Les plaignantes étaient deux étudiantes qui avaient obtenu un «D» dans le cours et qui prétendaient avoir été tellement bouleversées par le fait que j'avais appelé une étudiante «Lucky Lucy»

qu'elles ne pouvaient plus étudier. La première correspondance, en fait, ne fut pas seulement une inculpation mais incluait un jugement de culpabilité selon lequel j'avais harcelé ces deux étudiantes. Un adjudicateur externe fut nommé pour déterminer la punition que je méritais. Les procédures kafkaïques et très éprouvantes qui suivirent durèrent presque deux ans et se conclurent par un jugement d'innocence. Après cela, c'était à moi d'exposer la farce politiquement correcte à laquelle j'avais été soumis (ce que je fis amplement dans tous les médias qui montraient un intérêt), et à soumettre mes demandes de compensation. Finalement, je réussis à obtenir une année de congé payé, le remboursement de tous mes frais et la satisfaction de plusieurs autres demandes.

A une époque plus saine de notre histoire, la plainte de deux étudiantes (très faibles) disant qu'elles ne pouvaient plus se concentrer sur leurs études parce que leur professeur avait appelé une autre étudiante «Lucky Lucy», sans aucune allusion à la sexualité, aurait été réglée en dix minutes et aurait été accompagnée d'une réprimande des plaintives. Les deux collègues qui m'avaient jugé coupable sans même m'avoir informé sur la plainte auraient également été sanctionnés. Dans notre société actuelle de pensée unique toutefois les valeurs sont tout autres.

Mon expérience avec le monde destructeur, absurde et risible de la rectitude politique n'est pas vraiment compréhensible sans que soient mentionnés deux antécédents aux événements: en 1990, j'avais exposé dans la presse et dans un article scientifique que l'Université de Western Ontario, malgré tout ce qu'elle publie sur son excellence dans l'enseignement, accepte des étudiants mentalement arriérés, en langage politiquement correcte, des étudiants avec un «déficit mental». Comme nous savons tous, les Commissions des droits de l'homme exigent que tous les candidats «qui posent un déficit» doivent être accommodés, ce qui veut dire que les candidats «sous-doués» ont également un droit à une éducation universitaire. C'est aux professeurs à gérer les affaires quand les étudiants ne savent pas écrire à un niveau supérieur de celui de l'école élémentaire. Et cela se passe dans une université à l'admission compétitive (taux d'admission 58%), au niveau très respectable de l'Université de Western Ontario!

Le deuxième événement qui précédait mon harcèlement par l'institution était mon grief contre le doyen, un grief qui exposait l'administration peu soignée et incompétente de ce doyen et que j'avais gagné. Il y a un prix à payer quand on se mesure avec ses supérieurs - une ancienne sagesse. Les institutions modernes pourtant disposent d'un arsenal de mesures beaucoup plus important dont l'outil suprême sont les politiques de harcèlement perversément invoqués pour harceler les insoumis.

H - De façon plus générale, en quoi la rectitude politique est-elle liée au relativisme moral?

HK - Les notions de se sentir «mal à l'aise», de «l'environnement hostile et empoisonné» et de la «haine» sont des concepts très subjectifs et exigent une interprétation chaque fois qu'elles sont invoquées. Cette contingence ne pose pas de problème aux apôtres de la rectitude politique. La notion salvatrice est la «tolérance zéro». En décrétant que déjà la moindre nano-infraction mérite une sanction, on raccourcit les délibérations et débats. Ainsi un garçon de quatre ans qui a fait la bise à une fille de trois ans dans un jardin d'enfants (un cas réel) mérite-t-il une suspension pour harcèlement sexuel. Après tout, il faut éradiquer le vice le plus tôt possible, au moment de sa naissance, et il ne faut pas faire de compromis. De la même manière, deux étudiantes, qui se sentent «mal à l'aise» dans un cours dans lequel le professeur appelle une autre «Lucky Lucy», doivent être prises au sérieux, parce qu'elles ont souffert (une évidence pour le fanatique et l'imbécile), et que ce n'est à personne de juger l'intensité de la douleur. Ici nous nous trouvons dans le domaine de l'absurde et du fanatisme au Canada contemporain.

Dans la jurisprudence traditionnelle, c'était le juge qui avait la responsabilité de considérer et peser les contingences, les conflits des gens en question, leur psychologie et motivation ainsi que plein d'autres facteurs pour déterminer leur culpabilité. La notion de «tolérance zéro» soulage les cadis de la rectitude politique de cette encombrante obligation, toute micro-plainte est prise au sérieux et chaque inculpé est poursuivi et harcelé qu'il soit innocent ou coupable. Ainsi montre-t-on sa sincérité et sa dévotion à protéger les femmes (faibles) et les minorités. En plus, on se donne aussi une attitude de supériorité morale.

Ce radicalisme idéologique a pourtant encore un autre bénéfice, i.e., économique. Les institutions peuvent employer les étudiant(e)s avec des diplômes en «études féministes», «études de diversité et du multiculturalisme», «études d'équité», «études des déficiences», «études noires», etc.. Ce sont des gradués qui ne seraient susceptibles d'être employés dans aucune position bénéfique à la société.

Dans le sens que toutes les valeurs se valent et que toutes les sensibilités sont justifiables et méritent audience et soin, notre société multiculturelle ne reconnaît pas de hiérarchies. Alité au lit du relativisme moral, si confortant aux esprits médiocres, chacun a sa vérité, ses valeurs, ses sensibilités et convictions, et personne n'a le droit de juger les autres. Si quelqu'un prétend se sentir harcelée, c'est parce qu'elle est harcelée. Les apôtres de la rectitude politique apparaissent incapables de comprendre que ce principe implique une abdication de la raison, de la logique et du bon sens.

L'axiome qu'il ne faut surtout pas juger les autres, leurs valeurs, leurs points de vue et leur morale, ne devrait-il pas être considéré sujet au même principe? Si toute assertion est relative, cette proposition ne

doit-elle pas être relative aussi? Les contradictions dans le relativisme cognitif et moral, cependant ne posent pas de problèmes aux adeptes de la rectitude politique, parce qu'ils ne comprennent pas et pour cela ne sont pas gênés. Comme l'ouroboros, le serpent de l'occultisme qui avale sa propre queue, ils doivent avaler leurs propres non-sens indigestibles sans vomir.

H - Quels furent les apôtres de la rectitude politique et plus généralement, comment s'est-elle implantée en Occident?

HK - Le terme «politiquement correct» ou «rectitude politique» a son origine dans les débats des communistes et socialistes du début du dernier siècle. Les camarades dans leur parti critiquaient la doctrine que Moscou était toujours «politiquement correct», et que le Politbureau soviétique était ultérieurement le seul interprète des textes sacrés. Avec la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'Empire soviétique, les menaces militaires et nucléaires étant réduites, l'idéologie marxiste-léniniste cependant continua à respirer et surtout parmi les intellectuels et universitaires de gauche.

On reconnaît facilement les origines communistes du «politiquement correct»

- ▷ dans l'ingénierie sociale (les quotas);
- ▷ dans le contrôle du langage et la transformation de la société par l'intermédiaire d'une novlangue à la «1984» (équité, diversité, inclusivité, homophobie, survivant, victime, «glass ceiling», l'usage du mot «genre» à la place de «sexe» comme si ces deux termes étaient des synonymes, etc.); plusieurs de ces mots sont conventionnels toutefois doués des sens nouveaux;
- ▷ dans la participation forcée des «coupables» à des séminaires et ateliers de rééducation pour rendre ceux-ci «plus sensibles», c'est-à-dire plus conformes à la pensée unique;
- ▷ dans la calomnie acharnée du patriarcat comme jadis la diffamation systématique du capitalisme;
- ▷ et en dernier mais non par ordre d'importance ce que les anglophones appellent si descriptivement les «kangaroo courts» ou «star chambers», i.e., les cours idéologiques et arbitraires.

Naturellement on ne peut pas inculper une seule doctrine comme la mère de la rectitude politique, parce qu'il y a une convergence de multiples influences. Le féminisme est devenu de plus en plus agressif; l'immigration massive des gens de couleur a changé le visage du pays; le multiculturalisme, en général, a sollicité la compassion pour les autres autant qu'il a entraîné la dénigration de notre propre culture et de nos coutumes; les revendications téméraires et souvent impudentes des immigrants musulmans ont ébranlé certaines coutumes et traditions

de notre pays. Somme toute, toute une toile d'influences a abouti dans le développement, largement par des méthodes démocratiques, à ce phénomène qui a fait tant de dégâts. Les apôtres du mouvement étaient et sont toujours les gens qui valorisent la pluralité des races dans la société plus que la pluralité des idées et valeurs, et ironiquement cette attitude est la plus répandue dans les universités.

En écrivant ces lignes, je lis dans l'éditorial de la National Post du 14 juin que le Conseil scolaire de Vancouver a adopté la politique de nouveaux pronoms pour les enfants qui se sentent mal à l'aise avec leur «genre» (le mot «sexe» apparemment est destiné à devenir un mot périmé). Ces enfants et leurs enseignants sont encouragés à utiliser «xe, xem and xyr» à la place de «he/she» et «him/her». N'ignorons pas le fait que les différenciations, nécessaires pour un usage propre de ces mots (s'il y'en a), doivent être faites même par des enfants qui ne savent pas encore utiliser les toilettes! Bien sûr, pour protéger la sphère intime de ces enfants-xe-xem (un autre grand souci), ils peuvent choisir entre les toilettes de filles, de garçons et celles, à créer encore, qui sont une «alternative raisonnable» («a reasonable alternative washroom»).

Ici encore une fois, nous nous trouvons dans un monde absurde, abracadabrant et même burlesque invitant la satire. L'actualité de cette farce (exécutée sans consultation des parents) nous montre la vitalité interminable de la rectitude politique et le fait qu'il y a sûrement trop de personnels embauchés dans les administrations d'éducation qui n'ont rien à faire.

Les apôtres sont tous ceux, et surtout celles, qui sont des idéologues d'une égalité radicale ou des profiteurs de cette ingénierie sociale. Et naturellement il y a toujours plein de compagnons de route, sans conviction, des idiots utiles, qui nagent avec le flot pour ne pas se compliquer la vie. Les universités sont les pépinières par excellence. Elles fournissent des emplois pour des professeurs qui procurent les théories et pour des bureaucrates qui sont mis en charge d'administrer les élucubrations «correctes». Finalement, il y a de nombreux étudiants qui profitent en décrochant des diplômes et certificats qui leur permettent après leurs études d'être employés comme conseillers ou consultants pour les conseils scolaires et autres.

H - Il y a au Québec de nombreuses demandes d'accommodements raisonnables provenant de différentes minorités ethniques et religieuses. Quelle est votre lecture de ces demandes et de la réaction des Québécois qui pour endiguer ce problème souhaitent se doter d'une Charte de la laïcité?

HK - Je trouve difficile d'argumenter contre des propos ou des demandes raisonnables. A mon avis, tout le monde devrait toujours être raisonnable.

Par conséquent, des accommodements raisonnables, en général, devraient être accordés. Les problèmes surgissent quand des demandes soi-disant raisonnables ne sont pas reconnues comme telles par les autres.

Personnellement, j'ai une aversion envers les immigrants qui bénéficient déjà d'une pléthore de droits, de services et de protections au Canada, avantages qu'ils n'ont pas eu dans leurs propres pays, et qui attendent que le pays hôte change ses lois, ses traditions et ses institutions pour les accommoder. Pour moi, en tant qu'immigrant, il est indécent d'attendre que le pays de choix s'adapte à moi, à mes préférences et mes traditions. Il incombe toujours à l'immigrant de respecter les institutions du pays hôte et de s'y conformer ou de ne pas venir.

Dans ce sens, la demande d'une femme de témoigner à la cour derrière un voile ou un écran contre un homme accusé d'un crime comme le viol est tout sauf raisonnable. La demande de pouvoir faire des prières aux grands gestes dans les écoles publiques avec les filles séparées derrière les garçons, et les filles qui ont leurs règles encore derrière les autres filles, n'est pas seulement déraisonnable mais un affront total à nos valeurs. La demande des garçons de porter un kirpan dans des zones sécurisées ou dans les écoles n'est pas raisonnable non plus, mais expose, encore une fois, l'exploitation de la générosité et de l'hospitalité excessive du pays d'accueil.

Auparavant vous m'avez demandé quels sont les apôtres de la rectitude politique. C'est peut-être le moment d'ajouter un autre aspect à ma réponse. C'est fortement mon impression que les accommodements requis sont accordés surtout par des gens qui n'attribuent pas une grande valeur à notre culture, à nos traditions et à notre identité nationale telle qu'elle est ancrée dans notre histoire unique. Ce qui ne vaut pas grand chose naturellement peut être démantelé, réduit ou même aboli sans qu'on perçoive une perte.

Indépendamment des convictions religieuses qu'on a, il incombe de constater que notre société contemporaine a fait ses grands progrès largement grâce à la séparation de l'église et de l'état. Cette séparation, au fond très chrétienne («Rendez donc à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu», Mt 22:21), a été cruciale et a manifestement contribué à l'état actuel qui est l'aimant et le paradis convoité par des millions de gens du globe entier. Par ailleurs, c'est seulement dans les pays autrefois chrétiens ou colonisés ou inspirés par eux que les sciences modernes et la démocratie se sont développées. Apparemment, les origines chrétiennes avec la séparation de l'église et de l'état à une époque plus tardive a été la formule du succès de notre société.

Ce statut avancé de notre société moderne, qui a fourni tant de bénéfices à d'innombrables personnes, est mis en doute par les

immigrants musulmans. L'Islam ne reconnaît pas une séparation de la mosquée et de l'état, en fait, l'unité de la mosquée et de l'état est un dogme central de la religion. Nous nous trouvons aujourd'hui dans la situation, créée par nous-mêmes, que nous avons de plus en plus de citoyens musulmans qui n'ont aucune notion d'un état moderne et qui, de la part des multiculturalistes dominants, n'ont jamais entendu le mot «intégration». C'est une situation aussi incongrue que celle des vierges qui envahissent le bordel avec l'intention de le réformer en demandant des «accommodements raisonnables», après tout, les vierges viennent avec leurs traditions, convictions et leur style de vie qui demandent du respect.

Les optimistes insistent sur leur pronostic que la deuxième génération fera l'intégration, bien que, avec leur dévotion quasi-religieuse pour le multiculturalisme et la diversité auréolée, ils fassent tout pour empêcher cette intégration. Je ne partage pas cet optimisme et observe plutôt que l'intégration est modeste est très tardive.

Une Charte de laïcité, à mon avis, n'est pas seulement désirable mais une exigence. Une telle charte aurait plusieurs bénéfices, le plus important étant une correction de la politique du multiculturalisme. Ce dernier met trop en valeur la diversité des groupements ethniques et religieux aboutissant à la baliverne que «la diversité est notre force». N'est-elle pas plutôt notre faiblesse dans un pays de plus en plus balkanisé? Je suis convaincu qu'un pays, pour son bon fonctionnement, nécessite un pivot identitaire fort qui donne au pays un visage, un caractère unique, et pour construire une telle identité la diversité doit être contrebalancée par l'intégration. Une Charte de laïcité servirait de véhicule pour créer cette intégration, dans laquelle nous nous reconnaissons tous.

H - Le Canada peut-il se sortir de la rectitude politique et du multiculturalisme?

HK - Par la suite, je vais discuter brièvement cinq moyens qui pourrait aider au moins à réduire les dégâts: une édentation au lieu d'une défenestration.

1. Le changement de la Charte

La rectitude politique étant si fermement établie au Canada, dans notre législation, dans nos institutions, nos moeurs et manières de penser, que nous respirons cette toxine avec chaque souffle sans même en être conscients. De purifier cet air toxique qui nous asphyxie n'est pas une petite affaire. Tout d'abord, il faudrait commencer par la Charte canadienne des droits et libertés qui, d'après moi, donne une importance excessive au multiculturalisme et une importance quasi nulle à l'intégration. Qui pourrait entamer une réforme qui

viser un changement de notre constitution? Un seul essai de changer des éléments de ce qui est «une caractéristique intégrante de toute politique» au Canada pourrait même faire tomber des gouvernements! Je laisse les juristes et politiciens réfléchir sur cette première approche théorique qui n'est pas de mon domaine.

2 La révision des réglementations et lois pertinentes

Après avoir passé toute mon enfance sous deux régimes totalitaires, je connaissais sûrement déjà les méthodes totalitaires quand, en 1991, je fus victime d'une attaque frontale par la rectitude politique au Canada. Je fus jugé coupable par un comité universitaire de «sérieux harcèlement» envers mes étudiantes par certaines paroles («Lucky Lucy») avant même d'être informé sur l'accusation. Il me fallut presque deux ans de ma vie et ma carrière pour être reconnu innocent et récupérer ma bonne réputation. Comment même expliquer un tel égarement des administrateurs de nos institutions?

A l'époque, je me voyais confronté à une panique morale où tout le monde panique à faire du bien, c'est-à-dire à protéger les gens prétendument abusés, ignorés, handicapés, somme toute, les «gens sans voix». Les politiques du harcèlement sexuel sont le produit du féminisme qui revendique une protection contre les fantasmes «abus omniprésents» du patriarcat. On pouvait lire presque quotidiennement des statistiques frauduleuses alléguant que la grande majorité des femmes seraient harcelées, agressées et violées dans leur vie. Qui pouvait tolérer cela? D'où les lois sur le harcèlement sexuel. Encore une fois, par panique morale, les politiques et les lois de harcèlement furent formulées d'une manière à les utiliser perversément pour harceler, même dans les situations sans rapport avec la sexualité. Comment maîtriser un tel aveuglement et une telle ferveur?

Tout le monde, même les affidés de la rectitude politique, devraient comprendre que c'est absurde de mettre le viol et une parole non appréciée ou un regard particulier dans le même sac. N'oublions pas que le professeur Richard Hummel, chimiste à l'Université de Toronto avec plus de trente ans de service, a été jugé coupable d'avoir «lorgné» («ogled») une étudiante dans la piscine. Aussitôt l'université, pour montrer sa dévotion à la «protection» des femmes, a banni le professeur de la piscine dans laquelle il avait nagé ses longueurs pendant des décennies. C'est évident qu'une réglementation doit différencier entre agression physique, parole et regard. Aucune cour de justice ne soutiendrait des jugements aussi scandaleux, qui sont promus par les forces féministes et prononcés par des tribunaux arbitraires des universités. Ces réglementations doivent être édentées.

Dans mes expériences personnelles, j'ai appris qu'il fallait exposer et documenter la réalité de l'application de ces politiques. A cet effet, nous avons créé en 1992 à l'Université de Western Ontario la Society for Academic Freedom and Scholarship, dont je devins l'archiviste. Dans mon Centre de Documentation, j'ai ramassé des documents jusqu'à environ deux cents cas que j'ai rendus accessibles aux collègues et journalistes. Le but était d'aider la défense de nouveaux accusés injustement persécutés. S'il m'est permis de tirer une conclusion générale de mon activité, c'est que les politiques en question sont beaucoup plus souvent utilisées à harceler les hommes qu'à protéger les femmes du harcèlement par le patriarcat.

3 L'utilisation des médias

En plus, j'ai engagé au maximum les médias. J'ai parlé à la télé (CBC). J'ai donné plein d'entrevues à la radio. J'ai écrit dans la presse et la presse a écrit sur mes exposés, et cette activité a changé la donne pour moi. Après tout, personne, identifié par son nom, n'aimait lire dans la presse qu'il avait jugé un professeur coupable d'une infraction après avoir appelé une étudiante «Lucky Lucy». Le ridicule et l'hypocrisie étaient trop évidents pour tous à l'exception des idéologues.

Je devrais ajouter pourtant que j'ai choisi à qui j'ai accordé des entrevues. Par exemple, je n'ai pas accepté l'invitation de Queen Latifa de paraître à son émission à la télé à New York City, à ses frais, pour ne pas contribuer à un cirque. Le sujet était trop important pour moi pour être amoindri par une exploitation du sensationnel. Mes étudiants, par ailleurs, ont regretté ma décision parce qu'ils auraient préféré me voir sur l'écran que dans l'auditorium. Les médias ont un rôle important à jouer dans l'émasculatation de la rectitude politique.

4 La moquerie comme instrument

D'après moi, il faudrait aussi se moquer et exposer le ridicule et le comique de ces réglementations et procédures, ainsi que couvrir de honte les auteurs de ces farces au grand public. Le comique et le rire, peut-être, peuvent effectuer des changements d'attitude là où le raisonnement s'est montré inefficace. Maintes histoires sont prêtes à fournir l'intrigue pour un cabaret.

5 L'élimination des postes de soutien

Finalement, c'est impératif de couper beaucoup de postes bien rémunérés que les institutions ont créés sous pression des «intérêts particuliers», comme la Vice-Présidente pour l'équité et la diversité; la Vice-Présidente pour les affaires des femmes; le Vice-Président (ou directeur) pour les minorités; les Commissaires politiques

(toujours deux, un homme et une femme) pour le harcèlement sexuel et d'autres. Les gens qui occupent ces postes sont sous pression permanente de créer des cas factices pour justifier leur emploi, parce qu'autrement ils n'auraient rien à faire. La CBC, s'appuyant sur mes expériences et d'autres, a calculé les coûts de ces postes et a conclu que les frais s'élèvent à des millions de dollars par an.

Le lecteur jugera si le Canada sera capable de se libérer de cette idéologie contraignante que sont la rectitude politique et le multiculturalisme.

Conclusion

Je tiens à remercier l'éditeur d'avoir posé de questions pertinentes et très appropriées au sujet de la rectitude politique. Je me suis concentré dans mes réponses sur les politiques du harcèlement sexuel parce qu'elles étaient centrales dans la transformation de nos institutions. En fait, elles servaient et servent toujours comme un «panchreston» («raccourci», NDLR), un

instrument fourre-tout aux fins pas toujours explicitées. De plus, je me suis concentré sur les universités parce que c'est le milieu que je connais le mieux.

Je n'ai pas parlé, ou dit très peu, sur «l'action affirmative», sur les quotas, sur la «discrimination», sur le multiculturalisme, sur les tribunaux des droits de la personne, sur les troubles d'apprentissage («learning disabilities»), sur le culte de la victime, sur la «politique des identités» et d'autres sujets pour respecter les contraintes d'un magazine comme le «Harfang». Le lecteur me le pardonnera.

Maints lecteurs peut-être regretteront le manque d'une appréciation du bien que la rectitude politique a apporté à la société. Pour moi, il est difficile de détecter des bénéfices parce que je vois la rectitude politique comme une force et une attitude autoritaire et manipulatrice de contrainte et de restriction de liberté. En ce qui concerne l'argument que la rectitude a aidé telle ou telle personne, je reste sans parti pris, prêt à reconnaître les bénéfices après démonstration. ◇

UPPAL EN ISRAËL

PAR JÉRÉMIE PLOURDE

Le 15 juin dernier, le très distingué ministre fédéral du multiculturalisme Tim Uppal s'envolait pour Israël pour y effectuer un voyage de quelques jours pour participer « au nom du gouvernement du Canada à la mission internationale du 60e anniversaire de Yad Vashem en Israël, où il souligne les efforts que continue de déployer le Canada afin de promouvoir la commémoration de l'Holocauste ainsi que la sensibilisation et la recherche à son sujet.¹ »

Ce voyage n'avait donc pas comme but d'apprendre des pratiques multiculturelles israéliennes, pays dans lequel il serait plus que surprenant d'avoir un ministre sikh comme Uppal, mais bien de faire la promotion de l'Holocauste, un sujet qui est cher au gouvernement néoconservateur de Stephen Harper.

D'ailleurs, ce voyage officiel n'est pas le premier cette année. En janvier, le premier ministre Harper avait mené une délégation de 200 personnes en Israël, un voyage de quatre jours qui avait coûté aux citoyens canadiens pas moins de 2,1 millions de dollars².

Toujours est-il que le gouvernement canadien veut en faire plus pour la mémoire de l'Holocauste. Le 19 septembre 2011, le ministre Jason Kenney était le premier à signer le Protocole d'Ottawa sur la lutte contre l'antisémitisme, un protocole qui met notamment l'accent sur l'enseignement de l'Holocauste et du «devoir de mémoire»³. Après avoir assumé la présidence « l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (AIMH) de mars 2013 à février 2014⁴ » et de continuer à y jouer un rôle actif, le gouvernement canadien a décidé d'investir quatre millions pour un mémorial à l'Holocauste qui sera dévoilé à Ottawa à l'automne 2015, une première au Canada⁵. ◇

Sources :

1) [http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.d ... 1403698970](http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.d...1403698970); 2) [http://www.chathamdailynews.ca/2014/06/ ... 21-million/](http://www.chathamdailynews.ca/2014/06/...21-million/); 3) [http://www.marketwired.com/press-releas ... 562941.htm](http://www.marketwired.com/press-releas...562941.htm); 4) [http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.d ... 1403698970](http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.d...1403698970); 5) [http://news.nationalpost.com/2014/06/10 ... um=twitter](http://news.nationalpost.com/2014/06/10...um=twitter)



LA GUERRE DES CHIFFRES

PAR JÉRÉMIE PLOURDE

Il est difficile de faire la part des choses et de bien comprendre la myriade de statistiques publiées chaque année par le gouvernement fédéral. La tâche est encore plus compliquée si l'on veut mettre plusieurs de ces statistiques en lien et comprendre réellement un phénomène.

Depuis quelques années, les chercheurs Herbert Grubel et Patrick Grady de l'Institut Fraser s'intéressent à l'impact économique de l'immigration au Canada, un sujet relativement sensible. En 2011, ceux-ci avaient estimé qu'avec les politiques d'immigration actuelles, chaque immigrant arrivé entre 1987 et 2004 coûtait aux payeurs de taxes 6000\$, ce qui faisait de l'immigration une dépense nette de 16 milliards de dollars en 2012 et de 20 milliards de dollars l'an dernier.

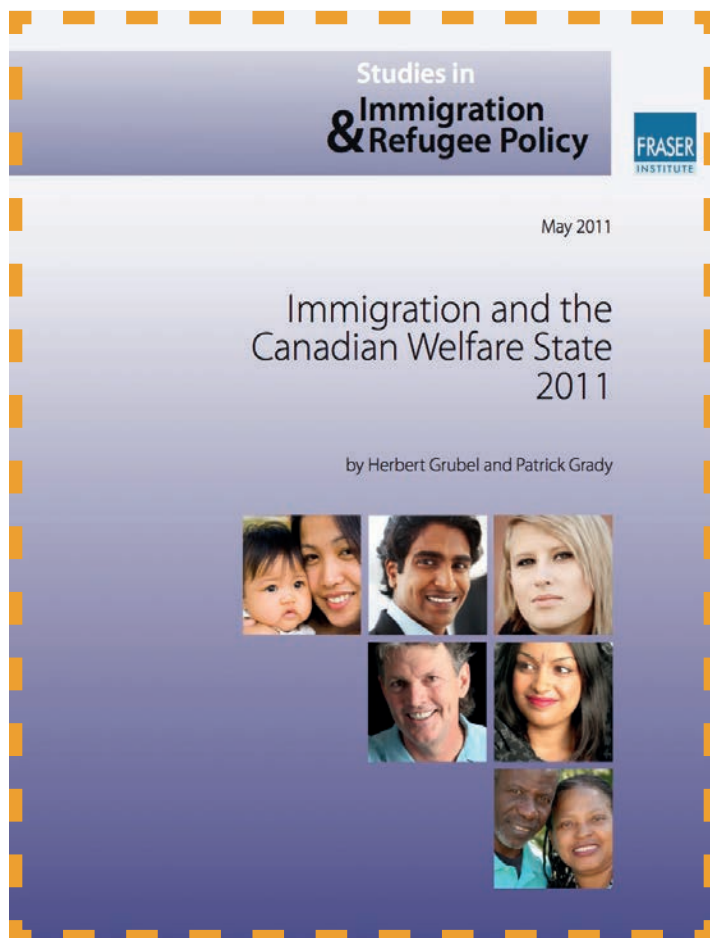
Devant une telle affirmation, la plupart des défenseurs de l'immigration se rabattirent sur l'apport culturel de l'immigration, un apport qui serait « priceless », comme dans l'annonce de MasterCard. Ceux-ci abandonnèrent totalement l'aspect économique de l'immigration, refusant catégoriquement d'aborder ce thème, sauf pour parfois répéter devant un auditeur peu averti que « l'immigration, c'est bon pour l'économie », en espérant ne pas avoir à expliquer pourquoi.

Deux chercheurs eux-mêmes issus de l'immigration, Mohsen Javdani et Krishna Pendakur, décidèrent tout de même de remettre les chiffres de l'Institut Fraser en question et de refaire une étude approfondie de l'impact de l'immigration sur le compte de taxes des Canadiens ! Ceux-ci furent très satisfaits de démontrer que non, l'immigrant moyen ne coûtait pas 6000\$ en taxes, mais seulement 450\$ par année. Le lobby immigrationniste claironna cette découverte haut et fort, oubliant que si chaque immigrant ne nous coûte que 450\$ par an, c'est tout de même plus d'argent qu'il ne nous en rapporte et donc, que l'immigration n'est pas économiquement viable.

Les chercheurs Herbert Grubel et Patrick Grady, bien qu'heureux de constater que même les défenseurs de l'immigration ne remettaient plus en question le fait que l'immigration est un gouffre financier, ont publié un nouveau rapport en 2012 pour réviser leurs estimés et pour répondre à Javdani et Pendakur.

Tout d'abord, pour arriver au chiffre de 450\$, ces derniers ont élargi leur base de données et ont inclus dans leurs calculs les immigrants arrivés à partir de 1970, qui, doit-on le rappeler, sont très différents ethniquement parlant que ceux arrivés dans les dernières décennies. Ce n'est évidemment pas l'explication de Grubel et Grady, mais nous osons le dire.

Javdani et Pendakur avaient également décidé de ne pas inclure dans leurs calculs les dépenses de bien commun (infrastructures, défense, etc), oubliant que ces dépenses sont fait au prorata de la population. Ainsi, avec une population d'un million, nos dépenses en infrastructures, défense et



autres seraient moindres qu'avec une population de 35 millions.

Ces chercheurs clament aussi qu'en moyenne, les immigrants paieraient autant en taxes foncières que les Canadiens de souche, ce qui évidemment ne tient pas la route vu la situation économique moindre des immigrants. Faut-il également rajouter que les immigrants, en moyenne, ont un plus haut taux d'occupation que les familles de souche, ces dernières n'ayant habituellement que deux adultes à la maison ?

Grubel et Grady réussissent donc à réfuter les critiques et reviennent à la charge avec un estimé de 6000\$, ce qui signifie que chaque immigrant reçoit en services du gouvernement 6000\$ de plus qu'il n'en paye en taxes. Alors que le Tax Freedom Day (jour où l'on cesse de payer les taxes et où l'on commence à travailler pour soi) en 2013 était le 18 juin pour les Québécois, il est de mise de se demander si nous pouvons nous permettre une telle dépense et si l'apport culturel supposé en vaut réellement le prix. ♦

Source : [http://www.fraserinstitute.org/uploaded ... canada.pdf](http://www.fraserinstitute.org/uploaded...canada.pdf)

L'ESPAGNE DE LA RECONQUISTA N'EST PLUS

PAR MARIE GROULX

En 801, époque de la Reconquista, Barcelone était reprise aux occupants musulmans. Grâce à l'effort de Charlemagne et de son fils, celle qui est aujourd'hui la deuxième plus grande ville du Royaume d'Espagne redevenait européenne. Aujourd'hui, le monde islamique reprend pourtant pied dans la capitale catalane.

Le Qatar, ou plutôt son émir, le cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, souhaite acheter les arènes de Barcelone, monument historique au centre de la cité pour en faire la plus grande mosquée d'Europe, un lieu de culte qui pourrait accueillir plus de 40 000 Musulmans. Cette mosquée surmontée d'un minaret de 300 mètres de haut serait la troisième plus importante au monde, après La Mecque et Médine, signe que l'Europe s'islamise de plus en plus rapidement et qu'il est impossible de nier ce phénomène.

Pour faire accepter le projet, Tamim ben Hamad Al-Thani a bien compris l'esprit du temps. En plus de proposer une somme de 2,2 milliards d'euros, il assure que cette mosquée deviendrait un attrait touristique majeur et créerait près de 4 000 emplois pour la construction, dans un pays qui en manque cruellement. Les médias ont repris ces affirmations espérant sans doute que les Espagnols seront prêts à vendre leur héritage historique et leur patrimoine pour une somme d'argent juteuse.

Le groupe Balana, propriétaire des arènes, est effectivement intéressé. Pour ce groupe financier, qui ne peut plus rentabiliser les arènes depuis l'interdiction frappant les corridas, le patrimoine et l'héritage ne comptent pas ; ce qui compte ce sont les profits nets. Heureusement plusieurs politiciens souhaitent empêcher ce projet, notamment les conservateurs. Mais à une époque où l'économie règne et dicte ses lois, il y a fort à parier que ce bâtiment historique devienne le symbole de l'Islam en Europe, un Islam qui n'a plus peur de montrer sa force et sans puissance dans nos propres pays. ♦



L'HOMME DE KENNEWICK

L'histoire de notre planète ne cesse d'être remise en question par les dernières découvertes archéologiques. La préhistoire et l'origine de l'homme sont particulièrement sujettes au débat. Depuis quelques années, la préhistoire du continent américain est également revisitée par de nombreux chercheurs suite à la découverte de restes osseux appartenant vraisemblablement à un homme blanc, l'homme de Kennewick. Cette découverte, ainsi que de nombreuses autres du même genre, poussent les chercheurs à penser que l'Amérique était peuplée par les Européens avant l'apparition des Amérindiens comme on les connaît



Cette thèse fut popularisée par un documentaire de Discovery Channel qui fit sensation. Mais, malheureusement, trop peu de gens en ont eu vent. C'est devant ce constat que le jeune activiste Kyle Bristow décida de faire connaître cette hypothèse en utilisant comme moyen un roman, *White Apocalypse*.

Harfang – Vous êtes l'auteur de *White Apocalypse*, un roman dans lequel l'hypothèse solutréenne est le thème central. En premier, lieu pourquoi avoir choisi la fiction pour traiter d'un sujet d'étude aussi important ?

Kyle Bristow – Écrire, auto-publier et faire la promotion de *White Apocalypse* fut toute une aventure pour moi.

La première fois que j'ai entendu parler de l'hypothèse solutréenne, ce fut par un collègue de mon chapitre des Young Americans for Freedom à l'Université du Michigan. Aux petites heures du matin, alors que nous étions dans le salon du East Wilson Hall de l'Université du Michigan, il m'a parlé de la théorie voulant que les Européens aient

voyagé et colonisé l'Amérique, mais aient été exterminés par des hordes venues d'Asie. J'étais sous le choc, particulièrement en entendant les preuves qui supportaient cette théorie. Depuis, j'ai fait mes propres recherches sur le sujet et mon intérêt culmina après la lecture de *The Rise of Western Civilization* d'Arthur Kemp. Dans ce livre, il ne traite pas seulement de l'hypothèse solutréenne, mais il explore également les preuves qui supportent l'idée que les Européens préhistoriques se soient installés en Amérique et aient conquis le Nord de l'Afrique et l'Orient.

La découverte du cas Bonnicksen v. United States dans les fins fonds de la bibliothèque de droit de l'Université de Toledo m'a grandement aidé à mieux comprendre l'hypothèse solutréenne et la controverse l'entourant. Ce cas est celui des restes osseux préhistoriques de l'homme de Kennewick, retrouvés dans l'Oregon près de la ville de Kennewick. Washington, les tribus indiennes locales et des scientifiques de premier plan se battirent pour obtenir les ossements. Alors que les Indiens voulaient détruire les os pour éviter que des analyses soient faites, les scientifiques tenaient à étudier les restants. La Cour fédérale réalisa que

le gouvernement américain avait fait enterrer le site sous des milliers de tonnes de gravelle dans le but d'empêcher toute autre exploration du site. Peu après avoir lu ces documents et le livre de Kemp, j'ai décidé d'écrire un roman pour que les gens réalisent à quel point notre histoire était manipulée par les gauchistes, comme c'est le cas dans le roman d'anticipation de Ward Kendall, *Hold Back This Day*. J'ai allumé la dynamite que représente mon livre et la lecture historique politiquement correcte est à jamais altérée.

Mon choix d'écrire un roman plutôt qu'une œuvre documentaire réside dans le fait que la fiction est un vecteur beaucoup plus puissant que le documentaire.

H – Comment fut reçu votre roman ?

KB – Bien que l'hypothèse solutréenne est une théorie élaborée il y a quelques décennies, elle fut présentée au grand public sous forme de roman d'action. En septembre 2010, j'ai publié *White Apocalypse* et en février 2012, des organisations importantes commencèrent à parler de l'hypothèse solutréenne (par exemple <http://tinyurl.com/77mq44s>). J'aime bien blaguer sur le fait qu'entre mes cours d'été à l'école de droit et mes deux emplois à temps partiel, j'ai réussi à réécrire la préhistoire.

Le roman fut très bien accueilli jusqu'à maintenant. J'ai vendu plus de 640 copies sur Amazon et j'ai reçu de nombreux commentaires positifs de différents individus et organisations, notamment de Dr. Tom Sunic, de Dr. Kevin MacDonald, de Dr. Virginia Deane Abernethy, de Dr. Michael O'Meara et de nombreux autres.

H – Pour revenir sur l'hypothèse solutréenne, pourriez-vous nous dire de quoi il retourne ?

KB – L'hypothèse solutréenne pointe que les Blancs préhistoriques voyagèrent et s'installèrent en Amérique du Nord et de Sud et que ce furent eux les premiers habitants du Nouveau Monde. Suite à cette migration blanche, des Asiatiques traversèrent le Détroit de Béring entre la Russie et l'Alaska il y a à peu près 12 000 ans et exterminèrent les habitants blancs.

H – Avant de continuer, l'homme de Kennewick semble être une preuve maîtresse de cette théorie; est-ce la seule ?

KB – Il y a beaucoup de preuves supportant l'hypothèse solutréenne, mais au lieu de les énumérer et de les expliquer dans cette entrevue, j'encourage vos lecteurs à lire mon livre. L'hypothèse solutréenne y est développée de façon plaisante, excitante, concise et pleine d'action.

H – Si l'hypothèse solutréenne est validée, quelles seraient les conséquences ? Qu'est-ce que ça change ?

KB – Je crois que l'hypothèse solutréenne est importante pour bien comprendre les premières migrations préhistoriques en Amérique. Il y a une valeur à connaître la vérité. De plus, cela peut susciter de la fierté dans les réussites européennes. Les conséquences sont plus culturelles que légales, quoique le Native American Grave Protection and Repatriation Act (<http://tinyurl.com/mnf6ov>) pourrait être affecté.

H – Aux Etats-Unis, la liberté d'expression semble être absolue. Par contre, plusieurs sujets semblent tabous, comme notamment l'hypothèse solutréenne. Comment les gens sont-ils découragés d'enquêter et de discuter ce sujet ?

KB – Il y a quelques années, Dr. Tomislav Sunic a écrit un livre intitulé *Homo americanus: Child of the Postmodern Age* et dans cet ouvrage, que je recommande grandement, il décrit deux formes de despotismes, le « dur » et le « doux ». Par « despotisme dur », il décrit un système où le gouvernement utilise la force pour obliger ses citoyens à penser ou ne pas penser certaines choses. Sous un « despotisme dur », les dissidents politiques peuvent être mis à l'amende, emprisonnés ou même exécutés. L'URSS et la Corée du Nord sont des exemples parfaits de « despotisme dur » en action. Par contre, plusieurs pays occidentaux, comme le Canada, mettent en place certaines forces douces de ce type de despotisme qui incluent des amendes et des peines d'emprisonnement.

Par « despotisme doux », Dr. Sunic parle d'un système où les gens s'autocensurent par peur d'être ostracisés par leurs compatriotes. Même si dans ce genre de société on ne peut être mis à l'amende, emprisonné ou exécuté pour exprimer des idées dissidentes, on peut perdre des amis, perdre son emploi ou voir sa réputation être détruite par des campagnes publiques de salissage. Par exemple, certains individus ou organisations anonymes se servent d'Internet pour détruire la vie de ceux qui franchissent la ligne de la rectitude politique. Donc, cela mène à l'autocensure. En 1926, le philosophe Oswald Spengler décrit ce phénomène dans son œuvre la plus célèbre, *Le déclin de l'Occident* : « Auparavant, personne n'avait le droit de penser librement; maintenant c'est permis, mais plus personne n'en est capable. Maintenant les gens veulent simplement penser ce qu'ils sont supposés penser et ils considèrent que c'est ça la liberté. »

Aux Etats-Unis, même si en théorie le gouvernement ne peut sanctionner le discours politique, je crois que les gens sont découragés de discuter l'hypothèse solutréenne, car celle-ci est en conflit avec la vision gauchiste du monde, soit que les Blancs sont méchants et seuls les Blancs commettent des actes de génocide.

Pour ce qui est de mon livre, les médias (<http://tinyurl.com/o4vz5wa>), le Southern Poverty Law Center (<http://tinyurl.com/pprspqx>) et les bloggeurs d'extrême-gauche (<http://tinyurl.com/24elpbs>) l'ont attaqué. Ça ne me dérange pas qu'ils se plaignent, je vais continuer à lutter pour la vérité, pour la civilisation occidentale et pour ce qui est bon, car comme je le dis au début de mon roman, « cette saga est celle d'hommes qui voient la rivière Tibre pleine de sang, mais qui ne restent pas là à l'observer immobiles. Si l'Occident est aussi important pour le Cosmos que je le crois, il est essentiel de le défendre par tous les moyens de nos ennemis extérieurs et intérieurs. » Même si je suis le seul à défendre l'Occident, comme Horace aux portes de Rome, je le ferai. Même si c'est futile de défendre l'Occident, il se doit d'être défendu au même titre que les dieux nordiques combattront lors du Ragnarok contre les forces de Surtr décrites comme les « forces sombres », même s'ils sont destinés à périr. Comme Sam Francis l'a écrit dans son essai *Les racines de l'homme blanc* (disponible en anglais à <http://www.amren.com/ar/1996/11/index.html>), la notion de dernier rempart est unique à l'homme occidental et quiconque se sacrifie dans cette optique est le paroxysme de l'homme occidental.

H – Qui s'oppose aux recherches sur l'hypothèse solutrénienne et pour quelles raisons ?

KB – Ceux qui s'opposent aux recherches sur le sujet sont les tribus indiennes et les organisations gauchistes. Alors que les premiers s'y opposent parce que cela menace leurs prétentions territoriales en Amérique,

les derniers s'y opposent parce qu'il s'agit d'une attaque à leur concept de culpabilité blanche.

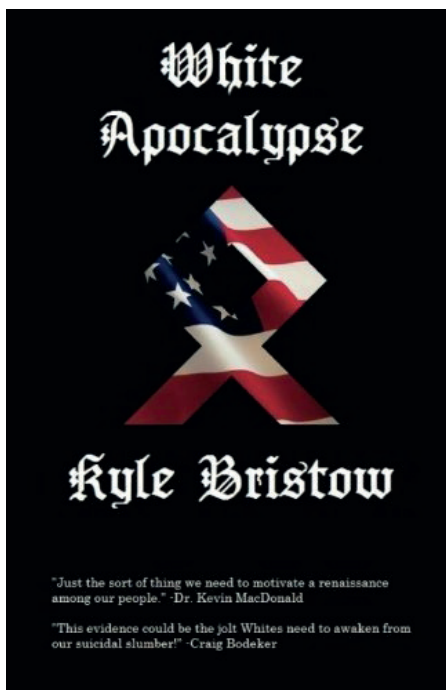
H – De nombreux commentateurs affirment que l'hypothèse solutrénienne est un fantasme raciste, que leur répondez-vous ?

KB – Le terme racisme fut inventé par Lev Davidovich Bronstein (alias Trotsky), un manipulateur, pour isoler les patriotes qui refusaient de se soumettre à la volonté d'un système mondial communiste. C'est amusant, je crois, que les communistes attaquent mon roman avec une terminologie communiste.

Mon roman ne met pas seulement en lumière le génocide des Solutréens par les « Amérindiens », mais parle également d'autres génocides perpétrés envers les Blancs depuis des temps immémoriaux (<http://tinyurl.com/o94n8uq>) D'après moi, c'est un fantasme raciste de dire que seuls les Blancs ont commis des actes de génocide envers les autres peuples.

H – Quelles lectures recommanderiez-vous pour approfondir le sujet ?

KB – Je recommande fortement le livre documentaire d'Arthur Kemp, *Awakening: The Rise of Western Civilization*, qu'il est possible de trouver sur Amazon (<http://tinyurl.com/prud2vs>). Il y a aussi de nombreux documentaires sur YouTube comme <http://tinyurl.com/q5jax2u>. ◇



White Apocalypse / The Conscience of a Right-Winger peut être acheté sur Amazon. ca à <http://tinyurl.com/osdsvt3>. Ce tome de 500 pages contient les deux ouvrages de Kyle Bristow, livres pour lesquels il reçut des critiques élogieuses de nombreux groupes, philosophes et activistes nationalistes.

White Apocalypse est l'histoire fictive d'un anthropologue qui s'associe avec un défenseur de la théorie solutrénienne et un avocat courageux pour révéler au monde une vérité avec des conséquences culturelles, politiques et raciales majeurs : il y a 17 000 ans, des hommes blancs en provenance d'Europe immigrèrent en Amérique du Nord et du Sud et lorsque 5 000 ans plus tard, les Amérindiens traversèrent le Détroit de Béring, ces derniers éradiquèrent complètement les premiers. Le pouvoir en place fera tout leur possible pour empêcher cette théorie d'être rendue publique. Ce thriller passionnant amènera les défenseurs de cette théorie des forêts du Michigan à une salle de cour de l'Ohio, en passant par les rues bondées de Washington et par une réserve amérindienne de Virginie.

Contrairement à la première édition de **White Apocalypse**, cette édition est préfacée par Mathew Heimbach. Y sont ajoutés un prologue de l'auteur et du matériel documentaire supplémentaire en lien avec la théorie solutrénienne.

LA COMMUNAUTÉ CHINOISE, UNE COMMUNAUTÉ REVENDICATRICE

PAR MARIE GROULX

Dû à ses succès économiques et à son bas taux de criminalité, la communauté chinoise a souvent été perçue comme une minorité exemplaire, une perception qui pourrait changer dans les années à venir.

Tout le monde s'entend pour dire que les Chinois sont des gens très travailleurs et les statistiques le confirment. Économiquement, les Chinois font partie des rares groupes ethniques qui réussissent mieux que les « de souche, » mais leur manque d'assimilation en font des candidats moins intéressants au niveau de l'immigration.

De nombreux Chinois immigrés réussissent à passer leur vie au Québec sans jamais parler français, sans s'intégrer à la société et même parfois en ne baragouinant qu'un anglais de base leur permettant de faire leurs affaires. Leur ghettoïsation dans les grands centres urbains sous la forme de Chinatown leur permet de vivre en marge de la société sans jamais s'intégrer à la société québécoise ou canadienne. Dans ces Chinatown, il est possible d'être servi en mandarin et tous les signes sont dans leur langue d'origine, ce qui ne semblent pas émouvoir les hypocrites défenseurs de la Loi 101 qui préfèrent s'attaquer aux quelques commerces anglophones affichant en anglais.

Ce manque d'adaptation, le Chinese Canadian National Council (CCNC) le reconnaît candidement en affirmant que « la communauté chinoise canadienne présente plusieurs caractéristiques d'immigrants de première génération malgré une présence en sol canadien de 150 ans. » Sur ce constat, il est dur d'être en désaccord. Le problème est que le CCNC explique que le phénomène est dû à des années de législations racistes anti-chinoises.

De quelles législations parlent-on ici ? Les Québécois n'ont pas été touchés par ces législations et ne savent peut-être pas qu'entre 1883 et 1947, les Chinois voulant immigrer au Canada devaient payer une taxe d'entrée de 50\$ avant 1903 et de 100\$ par la suite. De plus, quelques villes de la Colombie-Britannique, province où les Chinois s'installaient principalement comme c'est toujours le cas, refusaient l'embauche de travailleurs chinois qui représentaient le cheap labour de l'époque et qui mettaient les emplois des canadiens en péril par une concurrence déloyale permettant une baisse drastique des salaires.

Cette taxe d'entrée et cette mesure d'exclusion ne ciblait que les Chinois, car, faut-il le rappeler, l'immigration de l'époque provenait d'Europe et de Chine. Les Européens, habitués à des conditions de travail



semblables sinon meilleurs que celles des Canadiens n'avaient donc pas un effet négatif sur le marché de l'emploi comme les Chinois pouvaient en avoir. Si l'immigration en provenance des Philippines ou du Bangladesh avait été possible à l'époque, il est plus que raisonnable de croire que la clause des taxes d'entrée auraient également été appliquée à ces pays dans le but de protéger les travailleurs canadiens.

Pour démontrer à quel point cette mesure n'était pas raciste ou injustifiée, il suffit de faire un parallèle avec les travailleurs temporaires étrangers qui sont aujourd'hui considérés comme une menace aux travailleurs canadiens, car ceux-ci demandent un salaire moindre et acceptent des conditions de travail s'apparentant à de l'esclavage. À l'époque, les Chinois étaient des travailleurs temporaires étrangers, retournant dans leur pays après avoir travaillé quelques années ici. Malgré la taxe d'entrée, tous comme c'est le cas pour les travailleurs temporaires étrangers qui doivent payer des permis, les Chinois qui sont venus ici trouvaient l'investissement rentables. La différence entre le salaire offert au Canada et celui offert en Chine justifiait amplement la dépense.

Ce qui dérange les Chinois c'est que cette taxe ne visait que les Chinois parce qu'à l'époque ils étaient les seuls immigrants du Tiers Monde à s'installer au Canada. Leur logique est teintée d'hypocrisie puisque aujourd'hui, pour l'obtention d'un visa pour se rendre en Chine, certains pays comme les États-Unis ont des tarifs moins élevés que pour le Canada¹. Cela veut donc dire que pour aller en Chine, il est plus avantageux d'être américain que canadien. Tout comme au XIX^{ème} siècle, il était plus avantageux d'être européen que chinois pour immigrer au Canada. Si la différence de prix pour les visas chinois est aujourd'hui légitime, la taxe d'entrée au début du siècle dernier l'était tout autant.

En Occident l'heure est à la repentance. Une repentance à sens unique il va de soi. Repentance aux États-Unis pour l'esclavage, repentance dans le Commonwealth pour le sort des autochtones,

repentance en France pour l'Algérie, repentance partout dans le monde pour l'Holocauste... bref, l'Occident se repent, dédommage des personnes qui n'ont pas eux-mêmes été victimes d'actes que nous n'avons pas nous-mêmes posés avec de l'argent de citoyens qui n'ont rien fait?

La taxe d'entrée n'échappe pas à cette règle et en 2006, le premier ministre Stephen Harper décida de présenter des excuses officielles à la communauté chinoise et de remettre la somme de 20 000\$ à tous ceux qui avaient payé la taxe d'entrée (de façon volontaire rappelons-le ; ils choisirent de venir malgré cette taxe) ou à leur veuves si ceux-ci étaient décédés. Mieux encore, dans un esprit de respect du multiculturalisme où toutes les identités exogènes sont encensées, Harper alloua la somme de 5 millions de dollars à la communauté chinoise sous le « Programme de reconnaissance historique pour les communautés » (sic) pour que tous les Canadiens puissent apprendre sur la communauté chinoise et le racisme dont ils furent victimes (sic).

Malheureusement, ces dédommagements monétaires injustifiés et ces excuses n'étaient pas la fin de cette histoire, mais plutôt le début et la communauté chinoise se montra sous son vrai jour ; un lobby ethnique revendicateur.

Le 15 mai dernier, le premier ministre libéral de la Colombie-Britannique, Christy Clark, s'excusa lui aussi de façon officielle et sortit le carnet de chèques, offrant un million pour subventionner des initiatives ethniques communautaristes pour faire la promotion des intérêts ethniques chinois.

A Vancouver, la porte était donc ouverte pour davantage de réparations et Raymond Louie, un conseiller municipal du parti au pouvoir Vision Vancouver (proche du NPD) amena une motion pour enquêter sur toutes les discriminations subies par les immigrants chinois entre 1886 et 1947.

Pour Raymond Louie et pour Victor Wong du CCNC, les excuses et les dédommagements financiers ne sont pas assez. Il doit y avoir un redressement financier (estimé par Wong à près de 800 millions de dollars) et un redressement inclusif. Ils voudraient en effet que le « passé colonial et raciste du Canada » (sic) soit partie prenante du cursus scolaire et que les Chinois soient inclus comme peuple fondateur, ce qui permettrait aussi une reconnaissance du Chinois comme langue officielle !

A une certaine époque ces revendications auraient pu sembler loufoques et sans chance de réussite, malheureusement, la communauté chinoise s'appuie sur un point faible des Occidentaux : notre sens de la culpabilité. ♦

1) http://www.visaforchina.org/YOW_EN/yyxz/267223.shtml

2) Lire à ce sujet Bernard Lugan ou Jean Sévillia.

Sources :

<http://www.eurocanadian.ca/>

<http://www.ensemble-rd.com/discriminati...-exclusion>

<http://www.ccnc.ca/redress/redress.html>



UNE TÉLÉVISION NATIONALISTE EN LIGNE

PAR RÉMI TREMBLAY

Les moyens de communication évoluent excessivement vite et le mouvement nationaliste se doit de s'adapter aux nouveaux médias s'il veut continuer à rejoindre davantage de gens. C'est dans cette optique que TV Libertés, une chaîne de télévision nationaliste francophone, fut créé il y a quelques mois.

Equippée de façon professionnelle, TV Libertés n'a rien à envier aux réseaux de télévision des médias de masse, sinon le fait qu'elle est uniquement disponible en ligne. Heureusement, elle est accessible totalement gratuitement à tvlibertes.com. Alors que les chaînes de télévision traditionnelles perdent de la vitesse grâce à Internet et commencent à émettre en ligne pour éviter de perdre trop d'audimat, TV Libertés peut être considéré comme avant-gardiste.

Cette télévision en ligne n'est pas l'apanage d'un groupe particulier et présente les analyses de nombreux grands noms du nationalisme, tels Robert Ménard (artisan de ce projet), Emmanuel Ratier, Bernard Lugan, Alain Escada, Jean-Marie Le Pen, Jared Taylor...

Nous vous encourageons à visiter le site de cette chaîne en ligne et de soutenir le projet qui dépasse de loin tout ce que le mouvement nationaliste a pu produire en terme de médias. ◇

<http://www.tvlibertes.com>



« POUR UNE CONTRE-RÉVOLUTION BLANCHE portraits fidèles et lectures sans entraves »

PAR ÉTIENNE FERRON

C'est par ses « portraits fidèles et lectures sans entraves » que Philippe Baillet amène ici le lecteur à « fourbir des armes intellectuelles sûres (qui) doivent servir à tous ceux qui sont appelés à prendre part sous différentes formes - dans des mouvements politiques, associations culturelles, maisons d'édition, revues ou simplement dans leur entourage - au grand combat de demain, à la guerre civilisationnelle qui s'annonce déjà par tant de signes tangibles. »

À travers l'œuvre de différents penseurs souvent très mal connus en France et d'autant plus au Québec (Barruel, Donoso Cortés, Boris Souvarine, Henri Rollin, Ernst Kantorowicz, Antonin Artaud, Samuel Huntington, George L. Mosse, Friedrich Nietzsche, Augusto Del Noce, etc.), ce livre se veut un appel à l'érudition contre-révolutionnaire, un appel à se préparer intellectuellement au combat de demain.

« Les idées ont des conséquences » et c'est pourquoi il nous faut refuser la modernité comme âge de la « discussion perpétuelle » : le débat ne devrait pas mener au consensus, mais à la victoire ou à la défaite. L'intelligence et l'érudition sont notre champ de bataille ; le travail intellectuel est une discipline guerrière ; les livres sont nos munitions. Ce livre est une bombe qui éclate dans tous les sens ; qui donne des pistes, des directions très diverses mais toutes fructueuses.

Un livre très sérieux qui ne se prend pas au sérieux, un appel à la révolution qui n'enflamme pas les passions, un ouvrage difficile mais agréable, profond mais pédagogique : une synthèse littéraire du concept de contre-révolution blanche. Un livre qui donne envie de lire et de se construire une culture individuelle solide, pour être prêt à se battre sur le terrain des mots, des idées et de la raison.

« Conscient que les mots ont une âme et qu'il ne faut donc pas reprendre le vocabulaire de l'ennemi, persuadé que notre seule chance de survie réside dans l'apparition d'un nouveau type humain lors des conflits civilisationnels et raciaux à venir, l'auteur appelle de ses vœux une contre-révolution blanche. » ♦

Baillet, Philippe (2010). *Pour la contre-révolution blanche*, Akribeia. 192 p.



« L'EFFROYABLE IMPOSTURE DU RAP »

PAR RÉMI TREMBLAY

Le rap, phénomène contestataire ? Mouvement rebelle ? Alternative au système ? Bien entendu, l'industrie du rap aimerait le faire croire à tous ces jeunes qu'elle embrigade à la fois chez les immigrants et chez les « de souche » qui sont en quête d'une identité forte et virile. Mais ce que cette industrie vend avec son « gangsta rap » et même son rap indépendant, ce sont les valeurs libérales en vogue : le consumérisme, le matérialisme et l'hédonisme. Cardet, Noir des banlieues françaises et amateur de rap, démystifie pour nous ce mouvement qui, bien qu'incarquant les valeurs les plus viles du système, tente de se présenter comme un rejet de cette même société.

Pour retracer les origines du rap, Cardet nous plonge dans les Etats-Unis des années 60 où les tensions raciales sont au summum et où les contestations contre la Guerre du Vietnam font rage. Les Blancs et les Noirs s'organisent, les Blancs derrière le Ku Klux Klan et les Noirs derrière des groupes comme le Black Panther Party, qui deviendront des cibles de choix pour une tentative de récupération marxiste.

Bien que le mouvement noir ait connu une période marxiste, c'est véritablement l'idéologie de la Nouvelle Gauche de Marcuse (l'École de Frankfurt) qui s'imposera dans le mouvement « Black Power ».

C'est la professeure Angela Davis, elle-même élève d'Herbert Marcuse, qui deviendra le Cheval de Troie du marxisme culturel au sein du mouvement noir. Militante communiste et féministe, elle devient tout de même l'éminence grise du Black Panther Party. Suivant ses enseignements, la « libération des Noirs » passe nécessairement par la libéralisation des mœurs.

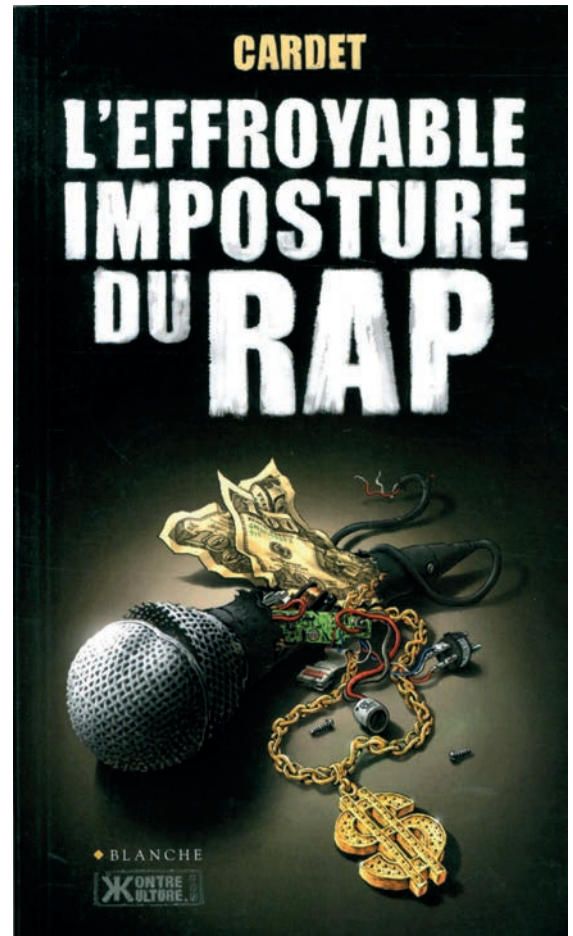
Avant le rap, c'est Hollywood qui commencera à s'intéresser aux Noirs. Possibilité de faire de l'argent pour certains, possibilité de transmettre les idéaux de Davis et Marcuse pour d'autres. Toujours est-il qu'Hollywood se lancera dans la production cinématographique pour les Noirs où le mode de vie gangster, le sexe et la drogue sont présentés comme des modèles.

C'est peu après, à Harlem, que naît le hip hop en 1973. Loin d'être né dans un contexte contestataire, il émerge dans un contexte festif, les « block partys ».

L'industrie musicale verra donc les mêmes possibilités qu'avait décelées Hollywood : s'ouvrir au milieu noir. Par le rap, les Noirs seront finalement intégrés non à la société américaine, mais au système capitaliste américain, système qui se base sur un consumérisme hédoniste. Paradoxalement, la gauche libertaire issue de la bourgeoisie cosmopolite new-yorkaise verra dans le rap une véritable contre-culture libertaire et c'est cette gauche bien-pensante qui popularisera le rap.

Donc, inspiré par le marxisme culturel et aiguillonné par le système capitaliste, rien d'authentique à l'origine du rap. C'est une culture créée de toutes pièces dès sa conception.

Le rap devient rapidement un vecteur publicitaire majeur avec des marques comme Adidas qui commanditent avec des sommes faramineuses les artistes et tournées de rap. Là où les médias traditionnels avaient échoué, le rap permet l'ouverture des marchés aux ghettos noirs.



C'est en 1987 que le « gangsta rap » verra le jour. Faisant la promotion du style de vie criminel, ce style séduira même la jeune bourgeoisie blanche en quête de révolte et de contestation, mais une contestation égocentrique portée sur le plaisir et la surconsommation - bref, du néolibéralisme libertaire.

Dans les ghettos newyorkais, ce « gangsta rap » californien n'a pas la cote. On décide donc de créer un rap alternatif, supposément indépendant, le « street rap ». Apparemment légitime et underground, il est créé par une industrie du divertissement qui, malgré l'insuccès du « gangsta rap », à New York, croit être en mesure d'y imposer un marché lucratif. Les campagnes de pub seront adaptées au milieu et le pari sera rapidement gagné. Les techniques de « street marketing » seront d'ailleurs reprises par des géants comme Nike et l'industrie du rap se lancera alors dans les produits dérivés qui deviendront hautement plus rentables que les disques eux-mêmes.

Autre critique de Cardet, avec ses textes simples et un vocabulaire très limité, le rap abrute littéralement les auditeurs qui pourtant se perçoivent comme de véritables poètes.

Les analyses historiques de Cardet sont parfois à prendre avec un bémol, notamment lorsqu'il affirme comme un fait que Edgar Hoover a commandité le meurtre de Martin Luther King ou que la Guerre du Vietnam fut une guerre voulue par les Blancs contre les Jaunes et menée par les Noirs ! Malgré ces théories présentées comme des faits et l'utilisation de terme slang, l'essai de Cardet reste une critique crédible du rap qui est devenu en Amérique un des styles les plus écoutés. ♦

Cardet (2013). *L'effroyable imposture du rap*, Kontre-Kulture. 192 p.

LECTURES DISSIDENTES

« DOMINIQUE VENNER, PRÉSENT ! »

PAR RÉMI TREMBLAY

Héroïque, geste fondateur, sacrifice humain, acte d'insoumission... Les qualificatifs sont nombreux pour décrire les gestes de Dominique Venner le 21 mai 2013 à la Cathédrale Notre-Dame de Paris.

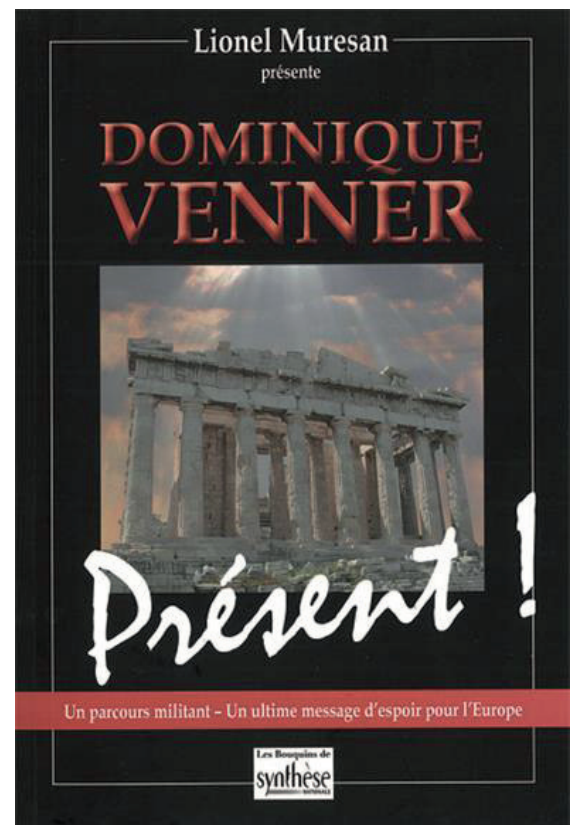
Ce suicide, nous le comprenons bien, n'en était pas un comme on en retrouve dans les pages de faits divers. Le but de Dominique Venner n'était pas de s'enlever la vie, mais de redonner un souffle de vie à l'Europe. Plutôt qu'un acte de mort, c'était un acte de vie.

Un an après le geste de Dominique Venner, les esprits restent marqués par cet acte. Qui donc en 2014 est prêt à sacrifier sa vie pour son peuple et ce, sans possibilité de victoire ou de gains personnels ? Car bien que son geste fut commis dans une optique de renaissance, il signifiait que lui ne pourrait jamais en être témoin. Un geste pareil, ultime sacrifice, est un exemple inégalé dans un monde individualiste et matérialiste comme le nôtre. Cette mort grandiose est à l'image de Dominique Venner et de sa vie d'engagement.

Grâce à la grande variété de contributeurs de renom qui ont accepté de rendre un hommage vibrant à Dominique Venner et grâce aux notices biographiques qui leur sont consacrés, nous découvrons dans cet ouvrage le mouvement nationaliste européen et ses grands théoriciens.

Ce livre est un véritable « Who's Who » du mouvement dissident européen, en plus d'être un éloge inspirant du grand homme que fut Dominique Venner. ♦

Collectif (2013). *Dominique Venner, Présent !* Les bouquins de Synthèse Nationale, 160p.



« CULTURAL INSURRECTIONS »

PAR MARIE GROULX

Le moins connu des livres du Professeur Kevin MacDonald, *Cultural Insurrections*, est un recueil de certains de ses essais publiés dans les pages d'*Occidental Quarterly*, une revue qu'il dirige lui-même. En guise de prologue, Virginia Abernethy raconte l'évolution de la pensée de MacDonald qui est passé de la gauche radicale à la défense des intérêts ethniques des Blancs. Elle en profite également pour réfuter les accusations de racisme portées contre le professeur MacDonald. Le recueil est divisé en trois parties distinctes, soit une première partie portant sur l'influence juive, une seconde sur l'antisémitisme et une dernière partie sur la culture occidentale.

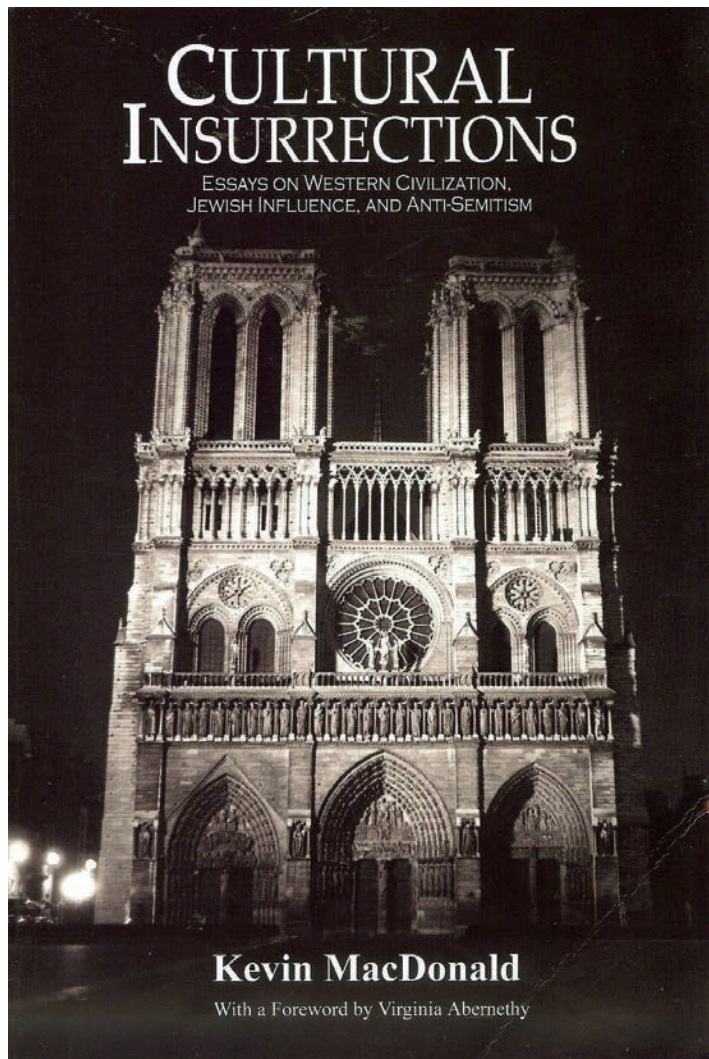
La première partie pourrait en fait être un complément à son ouvrage *Culture of Critique*. Il explique les raisons pour lesquelles les Juifs ont l'influence qu'ils ont présentement : leur ethnocentrisme, leur intelligence, leur intensité psychologue et leur agressivité. Pour dresser un portrait exact, il met en relief l'évolution du modèle juif à celui du modèle occidental.

Comme preuve de leur succès, il souligne qu'en 1996, on dénombrait 300 organisations juives aux États-Unis avec un budget combiné de 6 milliards de dollars, une somme qui représente plus que le PIB de la moitié des pays membres de l'ONU.

Il revient également sur la période stalinienne et contraste cette fois-ci les différentes diasporas (Irlandais, Chinois, Gitans et Juifs) pour prouver que ce n'est pas nécessairement le statut de diaspora qui a poussé les Juifs à agir comme ils le firent sous le régime communiste. En URSS, les Juifs étaient très implantés dans l'establishment communiste et très hostiles à tout ce qui était paysan, probablement à cause des pogroms passés.

Les Juifs se sont donc montrés des tortionnaires volontaires dans le régime communiste et pour de nombreux radicaux, le freudisme, le marxisme et l'École de Frankfort se sont révélés être un renouveau judaïque, une extension logique du judaïsme.

Kevin MacDonald revient ensuite sur le sionisme, une doctrine qu'on ne peut négliger puisqu'elle dicte les grandes lignes de la politique internationale américaine. Cette idéologie a émergé en Europe de l'Est et en



Russie au 19ème siècle en réaction aux pogroms. Ce fut une réaction de repli très ethnocentrique, une réaction de peur et de crainte d'assimilation. Bien que très marginal au départ, le sionisme est lentement devenu la norme dans la communauté juive.

Se basant sur le sionisme, le néo-conservatisme est un mouvement juif en essence qui aurait très bien pu se retrouver dans le livre « *Culture of Critique*. » En effet, le néo-conservatisme respecte les caractéristiques propres aux mouvements juifs, quoique son histoire soit beaucoup moins linéaire. Ce mouvement est en fait une version gauchiste du conservatisme et ses adhérents sont très près de l'extrême-droite israélienne représentée par le Likud. À la base de ce mouvement, un juif trotskyste, Schachtman, qui vit dans l'URSS du monstre antisémite, Staline. Réfugié

aux États-Unis, il se révolta donc contre la Nouvelle gauche qui appuyait l'Union Soviétique et se déclara donc anti-communiste et sioniste. Après sa mort, le mouvement des Sociaux Démocrates qu'il avait créé se rallia derrière les Républicains comme Reagan et Bush Jr.

Il est important de noter que le principal impact qu'ont eu ces néo-conservateurs n'est pas le support inconditionnel à Israël, mais l'ouverture des frontières à l'immigration. Le néo-conservatisme accueille beaucoup de transfuges gauchistes qui voyaient d'un mauvais œil l'anti-sionisme présent dans plusieurs milieux de gauche.

Pour appuyer ses dires et pour démontrer le sentiment d'appartenance au judaïsme de nombreux néo-conservateurs, l'auteur présentera de nombreux portraits de « néocons ».

Pour terminer cette première partie, MacDonald détaille les liens que les Juifs avaient avec les organisations noires et les causes afro-américaines. Cette relation entre les Juifs et les Noirs en est une à sens unique puisque bien que les Juifs aient financé et organisé les organisations noires, l'inverse est totalement faux. En fait, à ses débuts, le NAACP (National Association for the Advancement of Colored People) était « tellement juif » que le célèbre militant noir Marcus Garvey quitta ses rangs. Jusqu'en 1934, ce fut toujours un Juif et jamais un Noir qui dirigea cette organisation afro-américaine. Pourquoi les Juifs s'investirent-ils dans cette cause? Une crainte commune de la suprématie blanche.

La seconde partie touchant à l'antisémitisme est beaucoup plus courte. L'auteur revient d'abord sur les thèses d'Henry Ford qui avait écrit sur la question juive au début du 20^{ème} siècle. Il revient sur les éléments des textes de Ford, les contrastant ou les corroborant. Il souligne principalement le pouvoir médiatique et financier des Juifs à cette époque, la croisade juive contre le Christianisme. Par contre, il se désole du nombre de citations émanant du célèbre faux des Protocoles des Sages de Sion.

Il revient également sur l'attitude de nombreux hauts gradés de l'armée américaine envers les Juifs. Suite à la révolution russe, de nombreux militaires voyaient les Juifs comme une menace pour la civilisation et l'héritage européen et souhaitaient défendre leur fierté européenne.

La troisième et dernière partie touche la culture occidentale et débute par une explication de ce qui rend la culture occidentale si unique, soit sa monogamie basée sur l'amour, son individualisme (à l'exception de la période du Moyen-Âge où la société fut très collectiviste sous l'égide de l'Église) et l'Église catholique qui opéra un contrôle social pour assurer la pérennité de la monogamie.

Il souligne que dans un contexte de compétition entre plusieurs groupes, l'individualisme est une très mauvaise stratégie, car elle rend vulnérable aux invasions d'autres groupes et pousse les gens à juger selon des principes moraux plutôt qu'en fonction des intérêts ethniques, ce

qui mena à de nombreuses guerres civiles et guerres idéologiques. Les groupes collectivistes sont toujours plus enclins à juger selon ce qui profite à leur groupe. Cet individualisme rend donc les Européens très fragiles face aux critiques morales et se culpabilisent plus facilement.

MacDonald explique aussi que bien que les Blancs refusent une défense explicite de leurs intérêts ethniques, ils joignent des groupes implicitement blancs, ce qui démontre une forme de conscience raciale inconsciente. Il prend comme exemple le NASCAR, qui a une base de fans quasiment unanimement blanche, très patriote, très pro-famille et très pro-armes à feu. C'est la même chose pour le country. De leur côté, les Noirs sont beaucoup plus ouvertement conscients de leur identité raciale. D'après lui, sans communautés explicites, point de salut.

Malheureusement, en ce moment, si la conscience raciale est explicite, celui qui la défend peut souffrir d'ostracisme, alors que ceux qui refrènt leur conscience raciale peuvent avoir des avantages sociaux. Cette peur de l'ostracisme est également présente dans le monde académique. Pourtant, l'ethnocentrisme est naturel et apparaît vers trois mois. Son origine est inconnue quoiqu'il existe plusieurs hypothèses.

Fait particulier, lorsqu'on discute d'immigration, qui est un sujet qui touche directement les intérêts ethniques, on invoque toujours des arguments économiques et culturels, mais les raisons ethniques sont toujours obliées. Et ce, malgré le fait que nous fassions face à une immigration de substitution promue par des Blancs aisés qui n'ont aucune conscience ethnique. Ces gens promeuvent ce genre d'immigration, car derrière leurs communautés fermées et dans les écoles privées, ils seront les derniers à subir les contre-coups de ce fléau.

Il existe donc deux solutions: soit on crée des États-nations (homogènes ethniquement) ou tous les peuples abandonnent leurs intérêts ethniques et deviennent individualistes. La seconde solution étant évidemment utopique, la création d'États ethniques est donc la solution.

MacDonald termine en invitant les Blancs à imiter les Juifs en affirmant de façon honnête et ouverte leur ethnocentrisme et en défendant leurs intérêts ethniques. Comme eux, nous devons également retrouver la fierté que nous avons dans nos héros et nos grands créateurs et, évidemment, nous devons financer les groupes représentant nos intérêts ethniques. ♦

MacDonald, Kevin. *Cultural Insurrections*, Occidental Press, 2007, 418 p.

NOTRE PRÉSENCE SUR LA TOILE



FÉDÉRATION DES QUÉBÉCOIS DE SOUCHE

